L' OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE

Exploitations en Agriculture Biologique

Édition 2018

Résultats 2016

Prévisions 2017-2018

SOMMAIRE

Sommaire 2

Crédits et remerciements 3

Éditorial 4

Préambule 5

La production laitière 5

Les moyens de production 5
Données technico-économiques 6
Synthèse économique et financière 10
Le compte de résultat 10
La trésorerie 13
Le bilan 14
Perspectives 14

La viande bovine 16

Le système bovins viande spécialisé 16
Les moyens de production 16
Données technico-économiques 17
Synthèse économique et financière 17
La trésorerie 20
Le bilan 21
Perspectives 21

Le système polyculture bovins viande 22
Les moyens de production 22
Données technico-économiques 23
Synthèse économique et financière 24
La trésorerie 26
Le bilan 28
Perspectives 28

Les cultures de vente 29

Données technico-économiques 29
Synthèse économique et financière 34
La trésorerie 37
Le bilan 38
Perspectives 38
Évolution financière comparée des exploitations bio et conventionnelles 40

La production viticole 42

Les moyens de production 42
Données technico-économiques 42
Synthèse économique et financière 43
Le compte de résultat 43
La trésorerie 44
Le bilan 44

Conjoncture de la filière bio 2017 45

La mixité : un moyen d'entrer dans la démarche progressivement 47
Augmentation du nombre de producteurs en 2017: + 13% 47
Évolutions dans les départements participants à l'étude 48
Les aides à la production BIO 49

Lexique des abréviations 52

CRÉDITS ET REMERCIEMENTS

PRODUCTION LAITIÈRE
Ophélie Charbau
03.24.52.61.90 - ocharbau@cneidf.cerfrance.fr

VIANDE BOVINE SPÉCIALISÉE
Séverine Jacquin
03.25.87.08.40 - sjacquin@cneidf.cerfrance.fr

POLYCULTURE BOVINS VIANDE
François Massuard
03.80.63.14.00 - fmassuard@bfc.cerfrance.fr

CULTURES DE VENTE
Pierre Perreau
03.86.49.48.60 - pperreau@89.cerfrance.fr

NOTE DE CONJONCTURE / PRODUCTION VITICOLE
Olivier Josselin
03.26.02.03.03 - ojosselin@fdsea51.fr

MISE EN PAGE, GRAPHISME
Audrey Magni
03.25.35.03.62 - cneidf.cerfrance.fr

CERFRANCE SAONE ET LOIRE
03.85.29.55.93 - blaurent@71.cerfrance.fr

CERFRANCE ALLIANCE-CENTRE
03.86.71.92.50 - nroche@alliancecentre.cerfrance.fr

CERFRANCE SOMME
03.22.84.74.00 - cboddaert@cerfrance-somme.fr

Réalisé avec le soutien de :

ÉDITORIAL

Sollicité afin d'écrire cet édito, après avoir hésité, je me suis dit pourquoi ne pas parler de la période de conversion souvent redoutée en vous racontant ma propre expérience.

Dans cette brochure, vous trouverez de l'analyse économique, des tendances, des pistes qui je pense vous permettront de consolider ou d'orienter vos choix. Mais pour moi, ce mode d'agriculture, c'est plus que çà.

Jeune agriculteur, j'ai commencé par faire de l'intensif surtout en production laitière. Ce modèle fonctionnait plutôt bien. Mais à la fin des années 90, j'ai commencé à me poser des questions. Je me sentais de plus en plus démotivé. J'ai commencé à regarder ailleurs et l'agriculture biologique m'a paru être une des solutions possible. J'ai suivi les premières formations mais je ne me suis pas converti. En effet, il n'y avait pas la possibilité de valoriser le lait en bio. Même si ce mode de production me plaisait, pas question de prendre un risque économique. Comme la majorité des producteurs, la priorité première, c'est de vivre de son travail.

En 2009, le contexte a changé, plus de visibilité, de références, d'appui technique et la demande de produits bios qui commençaient à progresser.

C'est décidé, nous convertissons notre ferme. A nouveau, formations, visites chez des collègues. Avec le recul, j'aurais dû le faire avant.

Il ne faut pas sous-estimer les changements à faire dans sa tête et sur son exploitation. Mais aujourd'hui, cela devient un peu plus facile du fait du nombre croissant de références et d'expériences que les acteurs de la bio partagent facilement. En cela, il y a le réseau bio qui peut aider du local au national (GAB, FRAB, et FNAB) les chambres d'agriculture, les Associations de Gestion et de Comptabilité. Ils ont aujourd'hui, de bonnes références économiques et techniques ainsi que d'autres acteurs et organisations que je ne peux pas tous citer.

Cependant, c'est un réel changement. La plupart du temps, il faut oublier ce que l'on avait l'habitude de faire et se lancer dans des nouvelles cultures et ou techniques. Certains investissements seront nécessaires. La commercialisation est aussi une phase clé à ne pas sous-estimer.

Aujourd'hui, l'incertitude qui plane sur les aides bio va être certainement un frein pour se convertir. Il faudrait que nos élus se donnent les moyens de leurs ambitions. La plupart de nos voisins européens l'ont bien compris et financent bien mieux l'agriculture bio. J'aurais tendance à dire « ne comptez pas trop sur les aides, vraiment incertaines actuellement».

Pour conclure, sincèrement, si je devais le refaire, c'est sans hésitation. J'ai retrouvé une réelle motivation dans mon métier et une certaine fierté.

Éric GRUOT
Agriculteur bio 52 / Président GAB 52

PRÉAMBULE

Nos analyses sont faites par rapport à des groupes conventionnels les plus proches possible avec les limites que cela suppose en termes de comparaison : en effet, il y a une dispersion des exploitations dans notre échantillon bio sur une dizaine de départements alors que l'échantillon de référence conventionnel est souvent sur un seul département.
Mais sur la durée, nous recherchons plutôt l'analyse des évolutions pluriannuelles des deux systèmes que la comparaison pure des résultats annuels.

LA PRODUCTION LAITIÈRE

Pour cette campagne 2016-2017, l'échantillon du groupe laitier est constitué de 61 exploitations agricoles réparties sur 11 départements et dont la conversion est achevée.

- 3 en Haute-Marne
- 8 dans l'Yonne
- 10 dans les Ardennes
- 1 dans l'Aisne
- 27 en Haute-Saône
- 2 dans la Nièvre
- 2 en Saône-et-Loire
- 2 dans le Nord
- 1 dans la Marne
- 1 dans la Somme
- 4 en Côte d'Or

Ces 61 exploitations comprennent 48 sociétés et 13 exploitations individuelles.
L'échantillon comporte 3 007 vaches laitières.

Nous avons établi une comparaison avec le groupe laitier techniquement le plus proche issu des analyses de groupe du CERFRANCE Champagne Nord Est Ile de France pour la même campagne. Ce groupe comprend 35 exploitations dont le quota laitier est inférieur à 450 000 litres et la SFP représente plus de 60% de la SAU.

Les moyens de production

CRITERES	R 2013	R 2014	R 2015	R 2016	*R 2016 Conventionnel*
Main d'oeuvre					
Nombre d'UTH totales	2,11	2,37	2,48	2,59	1,77
Dont UTH salariées	0,59	0,61	0,53	0,71	0,15
Utilisation du sol					
SAU	**129,30**	**144,52**	**148,87**	**149,58**	***145,94***
Dont cultures de vente	29,09	31,46	35,26	33,27	*39,12*
SFP	**100,21**	**111,65**	**113,61**	**116,31**	***106,82***
Dont maïs ensilage	3,44	2,09	2,67	1,76	*18,15*
Dont STH et prairies temporaires	96,77	109,56	110,94	114,55	*88,67*
Nombre de VL	**57**	**63**	**66**	**64**	***45***
Valeur nette aides découplées en €	**272**	**232**	**233**	**248**	*232*

L'échantillon bio reste stable et nous constatons toujours les éléments suivants :

- Davantage de main d'œuvre: 1 UTH met 58 ha en valeur en bio contre 83 ha en conventionnel.
- 12 exploitations cultivent du maïs ensilage.
- Un nombre de vaches laitières par troupeau bio qui semble se stabiliser aux alentours de 65.
- La SAU bio se stabilise aux alentours de 150ha, tout comme l'échantillon conventionnel.
- La valeur des DPB est à prendre avec du recul. Le changement de programmation PAC a pu fausser les moyennes en fonction des dates de clôtures.

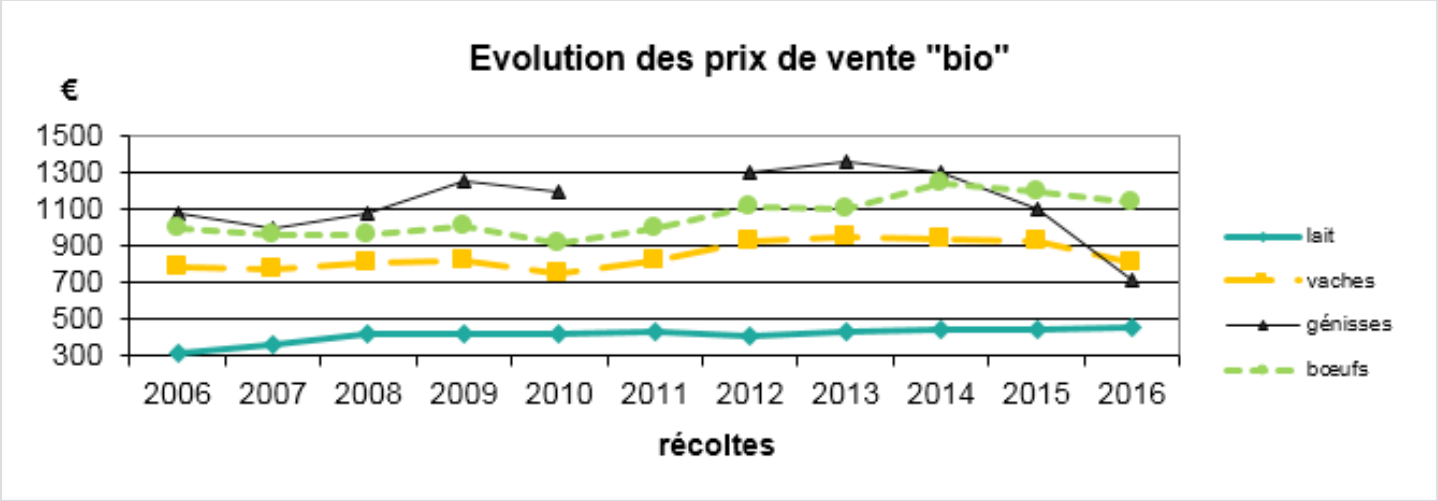
Données technico-économiques

UN MARCHÉ DU LAIT PORTEUR EN CONTRADICTION AVEC UN MARCHÉ DE LA VIANDE EN BERNE

CRITÈRES	R 2012	R 2013	R 2014	R 2015	R 2016	*R 2016 Conventionnel*
Lait/VL (avec lait aux veaux)	4 888 L	4 965 L	4 908 L	5 155 L	4 956 L	*6 134 L*
Effectif VL	60	57	63	66	64	*48*
Quota laitier	350 899 L	345 719 L	357 712 L	352 186 L	394 666 L	*313 532 L*
Lait livré en laiterie	278 964 L	260 734 L	302 103 L	327 998 L	301 053 L	*296 497 L*
UGB/ha	1,00	0,94	0,99	1,07	1,02	*1,34*
Prix de vente						
Lait laiterie en €/1000 L	**414 €**	**432 €**	**449 €**	**445 €**	**456 €**	***301 €***
Vaches	706 VL à **921 €** 290 kg x 3,17 €	933 VL à **952 €** 291 kg x 3,27 €	614 VL à **935 €** 309 kg x 3,03 €	782 VL à **926 €** 292 kg x 3,17 €	534 VL à **808 €** 273 kg x 2,96 €	***768 €*** *315 kg x 2,50 €*
Génisses pleines	36 génisses à **1 303 €**	40 génisses à **1 364 €**	5 génisses à **1 300 €**	85 génisses à **1 096 €**	13 génisses à **713 €**	***1 200 €***
Bœufs	139 bœufs à **1 109 €** 333 kg x 3,33 €	237 bœufs à **1 105 €** 335 kg x 3,30 €	150 bœufs à **1 246 €** 344 kg x 3,62 €	265 bœufs à **1 196 €** 339 kg x 3,52 €	43 bœufs à **1 140 €** 316 kg x 3,61 €	***839 €*** *323 kg x 2,67 €*
Veaux laitiers		829 à 155 €	1 213 à 153 €	1 056 à 180 €	1 123 à 163 €	*ns*

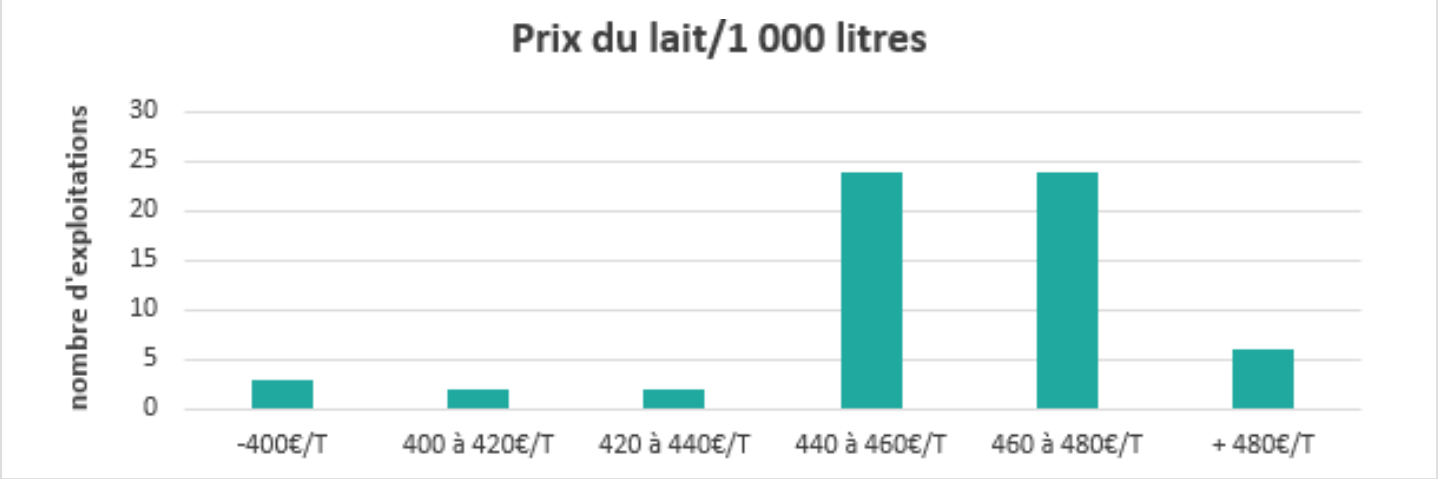
Le prix du lait bio est en hausse de 2 % par rapport à l'année précédente et atteint le niveau le plus haut de ces quinze dernières années. En comparaison, le prix du lait conventionnel a chuté de 2% entre 2015 et 2016 pour rester à un niveau historiquement bas. L'écart entre les deux prix est de 155€/1 000L, en faveur du lait bio (écart le plus fort jamais constaté sur les dix dernières années).

En revanche, nous constatons une sous réalisation du quota bio de 24 % soit 93 600 litres. A noter que le groupe conventionnel est également en sous réalisation de 5 %. Rappelons que la récolte fourragère 2016 a été extrêmement difficile, avec une pluviosité importante au moment de la fenaison. Ce qui a eu pour conséquence des retards de fauche, et donc une perte de qualité importante des fourrages. Les systèmes en agriculture biologique, fortement dépendant de leur autonomie fourragère ont été particulièrement marqués par ce phénomène.
Ceci a également eu des conséquences sur le marché de la viande : en manque de fourrages, les exploitations n'ont pas pu engraisser aussi bien que d'habitude et ont plutôt cherché à vendre des animaux plus jeunes pour pénaliser le moins possible la production laitière.
Ce constat est aussi vrai en système conventionnel.

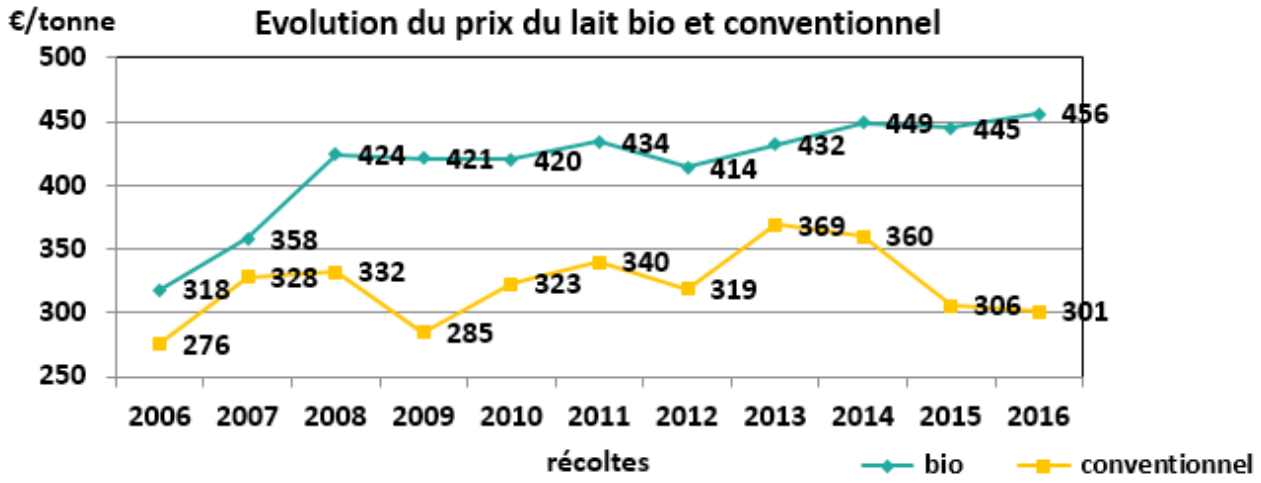


Le prix des vaches de réforme bio régresse de 13 %, notamment à cause d'un marché saturé, et des poids de carcasse plus faibles.
Les bœufs en système biologique sont vendus 56€ de moins que l'année passée soit une évolution de 5% du prix à la baisse.
Enfin, le prix de vente des veaux laitiers régresse également de 10% par rapport à l'année passée.

Le prix du lait bio continue sa progression avec un prix moyen de 456€/1000L, soit 15% de plus que la moyenne des quinze dernières années. La dispersion est toujours aussi importante : de 360 €/tonne à plus de 500 €/tonne, avec 79 % des producteurs entre 440 et 480 €/tonne.

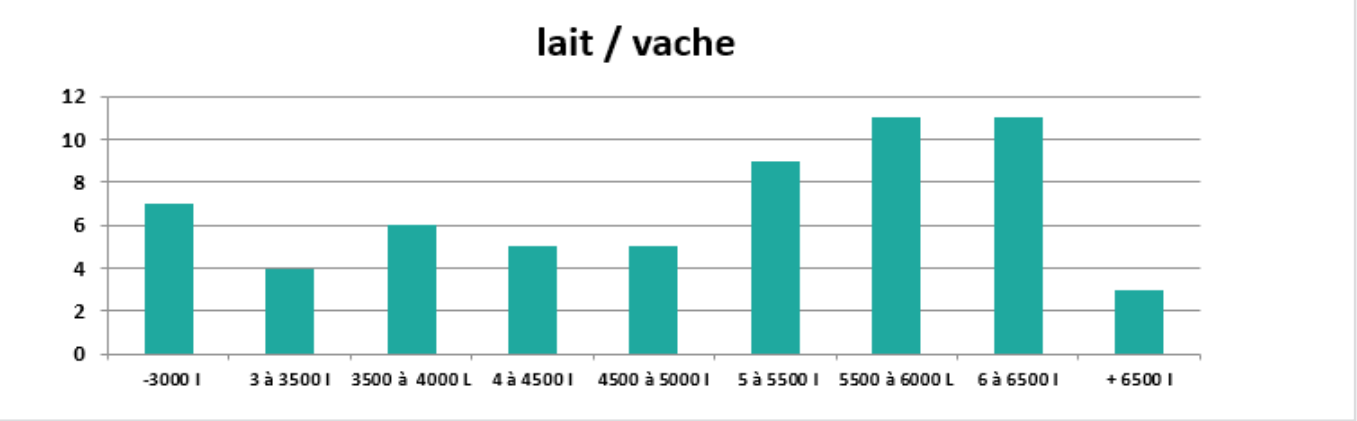


Le graphique suivant met en évidence les écarts de prix bio et conventionnel depuis plusieurs années: on note une relative stabilité depuis 2008 en bio et même une progression positive, et l'écart avec le conventionnel est de 155€/tonne cette année.



Sur 15 exercices, le prix du lait bio est toujours supérieur au conventionnel, avec deux constats:

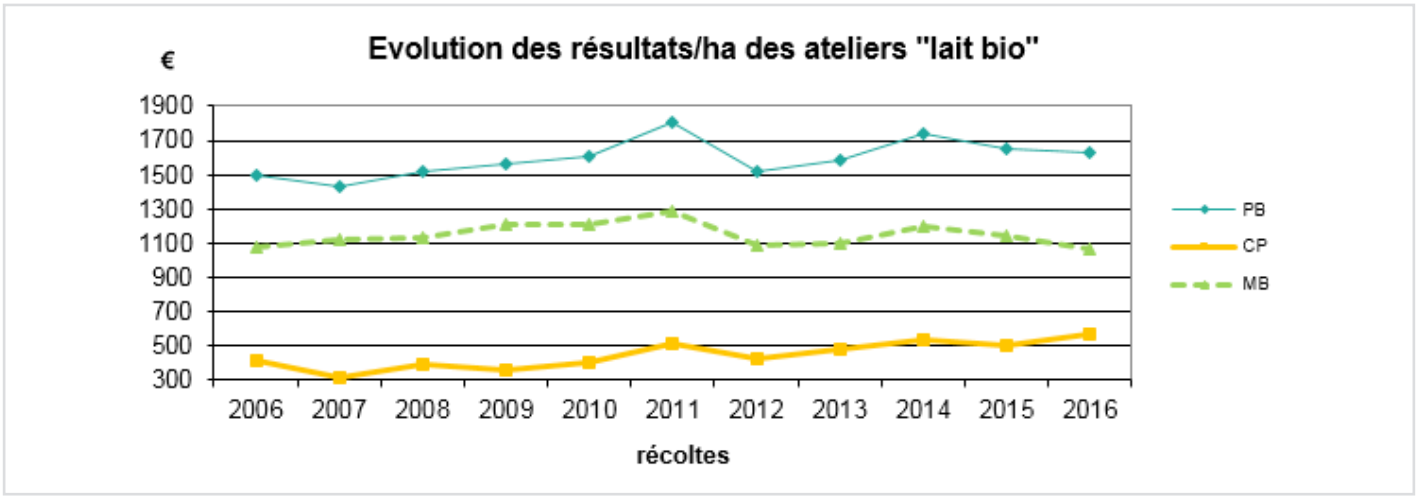
- Une forte progression entre 2006 et 2008.
- Un prix stable variant de 415 à 455 € sur les neuf dernières années. A noter la moindre volatilité du prix bio comparé au prix conventionnel avec un prix moyen de 433€/1000L depuis 2008 contre 326€/1000L en conventionnel.



La moyenne de production laitière diminue à 4 956 litres par vache, notamment à cause de la qualité fourragère.
Dans cette moyenne, 59 % des élevages se situent entre 4 500 et 6 500 litres par vache et la disparité est aussi très importante avec 11 étables avec moins de 3 500 litres par femelle productrice et 14 fermes à plus de 6 000 litres.

DIMINUTION DANS LES RÉSULTATS LAITIERS

RÉSULTATS LAIT EN €	R 2012	R 2013	R 2014	R 2015	R 2016	*R 2016 Conventionnel*
Produit brut/ha SFP lait	1 522	1 584	1 738	1 653	1 632	*2 074*
Charges prop/ha SFP lait	430	486	537	508	566	*952*
Marge brute/ha SFP lait	1 092	1 098	1 201	1 145	1 066	*1 122*
Produit brut/VL	2 435	2 690	2 815	2 738	2 653	*2 182*
Charges proportionnelles/VL	688	825	870	805	920	*987*
Dont aliments (VL + génisses)	485	543	520	562	593	*565*
Dont frais vétérinaires	50	58	62	56	54	*93*
Marge brute/VL	**1 747**	**1 865**	**1 945**	**1 933**	**1 733**	*1 195*
Aliments VL en €/1000 litres	62	69	66	58	72	*58*
Marge brute €/1 000 L vendus	**376**	**408**	**406**	**396**	**368**	*199*



- Les résultats par vache sont en net recul (-200€/VL, soit -10%), pour deux raisons principales : baisse du niveau de la production laitière, et hausse des coûts alimentaires globaux pour le troupeau.

- Cette année encore, on peut noter une hausse du coût alimentaire bio (+6%) pour atteindre 593€/VL (niveau le plus haut sur les cinq dernières années).

- La marge à l'hectare a diminuée de 7%.

- La marge brute par 1 000L quant à elle, est en chute et atteint les 368€/1 000L, soit 9% de moins que la moyenne quinquennale.

- Tous ces résultats s'expliquent par la tentative de conserver un niveau d'étable correct malgré une mauvaise qualité de fourrage : l'achat d'aliments extérieurs s'est avéré nécessaire dans la majorité des cas, mais n'a pas permis de stabiliser la production laitière pour autant.

Le compte de résultat

CRITÈRES EN €/HA	R 2016 BIO	*R 2016 Conventionnel*	ÉCARTS
Produit brut	**2 147**	***1 438***	**+ 709**
Dont lait, viande et végétaux	1 751	*1 172*	+ 579
Dont aides PAC couplées	85	*34*	+ 51
Dont aides découplées	248	*232*	+ 16
Dont aides conversion bio	63	*-*	+ 63
Charges proportionnelles	**651**	***586***	**+ 65**
Dont engrais	13	*100*	- 87
Dont semences	48	*97*	- 49
Dont traitements	0	*45*	- 45
Dont aliments	410	*48*	+ 362
Dont vétérinaire	30	*16*	+ 14
Dont divers	150	*280*	- 130
Marge brute + DPB	**1 496**	***852***	**+ 644**
Charges de structure	**1 253**	***875***	**+ 378**
Dont carburant	62	*56*	+ 6
Dont travaux par tiers	62	*67*	- 5
Dont entretien matériel	122	*71*	+ 51
Dont autres charges méca	29	*3*	+ 26
Dont amortissement matériel	279	*192*	+ 87
TOTAL MECA	554	*389*	+165
Dont entretien bâtiments	11	*7*	+ 4
Dont amortissement bâtiment	111	*77*	+ 34
TOTAL BATIMENT	122	*84*	+ 38
Dont entretien foncier	3	*0*	+ 3
Dont fermages	109	*104*	+5
Dont impôts fonciers	2	*1*	+ 1
Dont amortissement foncier	1	*0*	+ 1
TOTAL FONCIER	115	*105*	+ 10
Eau-EDF	57	*33*	+ 24
Assurances	62	*71*	- 9
Honoraires	38	*70*	- 32
Frais généraux	35	*0*	+ 35
TOTAL FRAIS GENERAUX	192	*174*	+ 18
Dont salaires et charges	104	*21*	+ 83
Dont cotisations	94	*69*	+ 25
TOTAL MAIN D'OEUVRE	198	*90*	+ 108
Dont frais financiers LMT	42	*22*	+ 20
Dont frais financiers CT	8	*12*	- 4
TOTAL FRAIS FINANCIERS	50	*34*	+ 16
EBE	**710**	***278***	**+ 432**
EBE sans aides BIO	**647**	***278***	**+ 369**
Résultat courant	**262**	***- 10***	**+ 272**

A l'hectare, le bio est plus performant au niveau de l'EBE, malgré de fortes charges de structure. Il est plus résilient dans des années compliquées telles que 2016. Notons que le prix du lait a fait la différence sur cette campagne difficile pour tous les systèmes (bios et conventionnels). Rappelons le prix du lait conventionnel : 301€/1 000L sur cette campagne.
Les aides bio permettent quand même de participer à cette différence.

UN RÉSULTAT QUI RÉGRESSE EN 2016

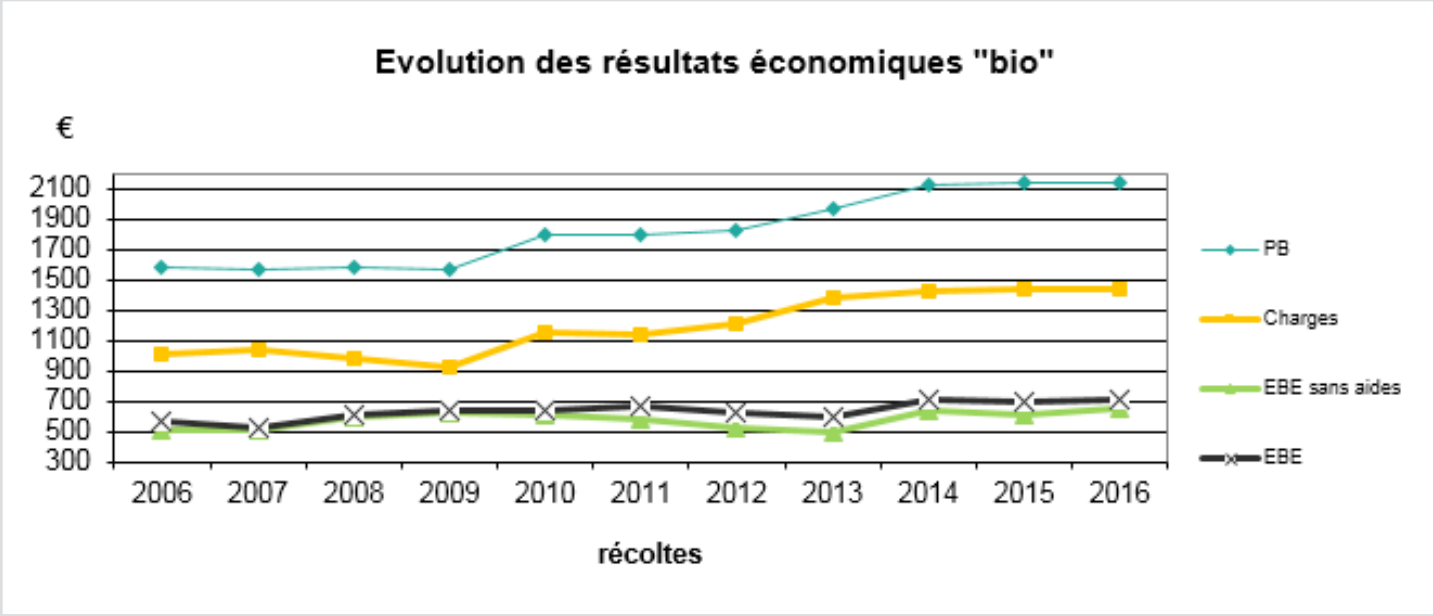
CRITÈRES EN €/HA	R 2012	R 2013	R 2014	R 2015	R 2016
Produit brut	**1 828**	**1 979**	**2 135**	**2 141**	**2 147**
Dont lait, viande et végétaux	1 457	1 588	1 803	1 748	1 751
Dont aides PAC	7	12	41	65	85
Dont aides découplées	275	272	232	233	248
Dont aides conversion bio	89	107	59	95	63
Charges proportionnelles	**483**	**558**	**612**	**604**	**651**
Marge brute + DPB	**1 345**	**1 421**	**1 523**	**1 537**	**1 496**
Charges de structure	**1 132**	**1 263**	**1 258**	**1 265**	**1 253**
Dont main d'œuvre	209	222	206	196	198
Dont mécanisation	479	512	549	547	554
Dont charges financières	49	53	56	53	50
EBE	**619**	**600**	**705**	**702**	**710**
EBE sans aides BIO	**530**	**493**	**646**	**607**	**647**
Résultat courant	**213**	**158**	**265**	**286**	**262**

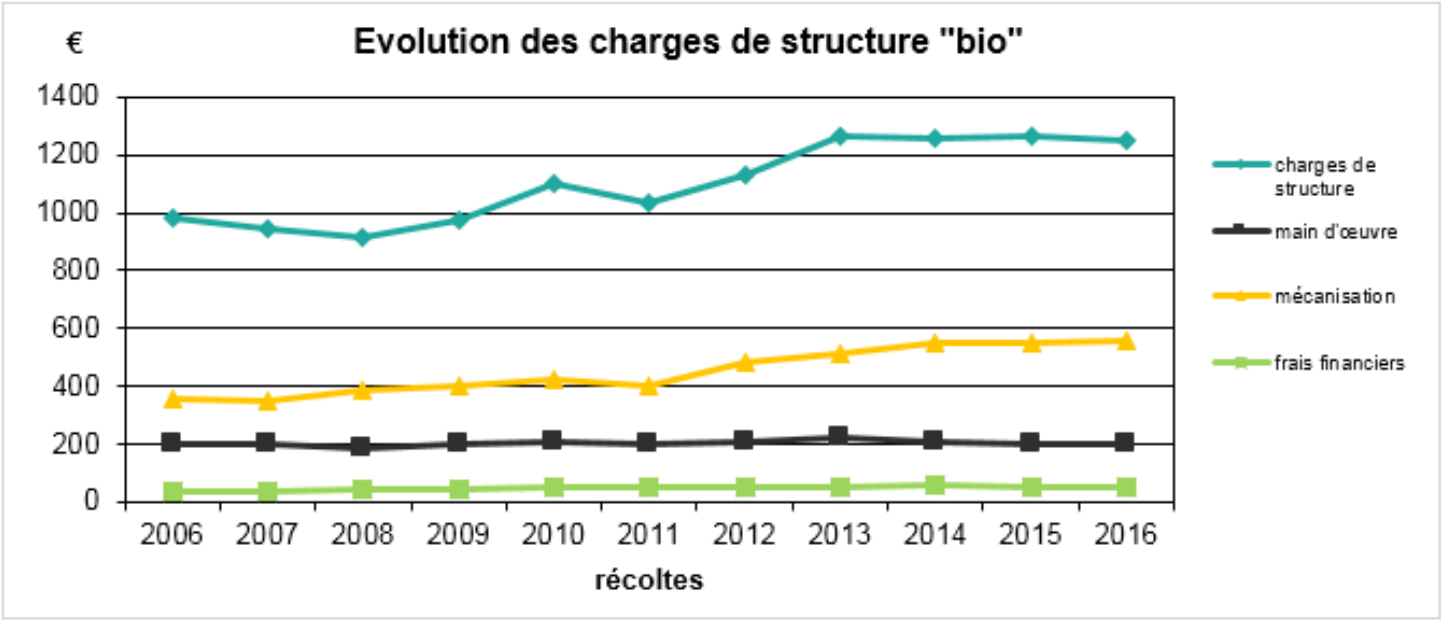
Sur la durée, la tendance est à la stabilité, avec une perte de résultat sur la récolte 2016 (-24€/ha par rapport à 2015). Le produit progresse régulièrement sur les 8 dernières années, mais les charges ont tendance à suivre la même courbe:

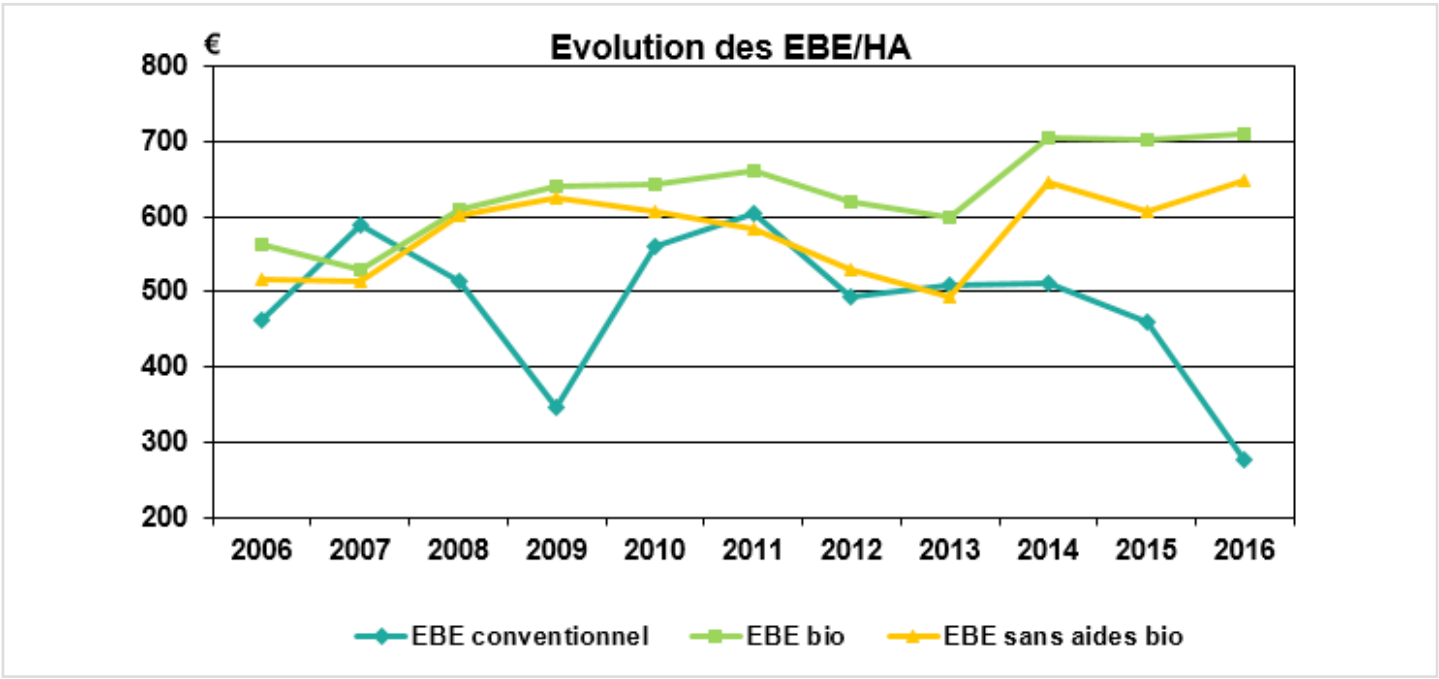
- + 41% pour les charges proportionnelles depuis 2010.
- Et + 29 % pour les charges de structure, dont + 37 % pour la mécanisation.

Le graphique d'évolution des EBE est assez révélateur de :

- Sur la durée, la moindre volatilité des résultats bio par rapport au conventionnel, avec même une réelle progression sur les trois dernières années.
- Une moindre sensibilité du système bio grâce à des cours du lait relativement stables, à mettre en corrélation à un cours du lait conventionnel en chute libre.
- Les aides bio impactent de façon décisive la formation du revenu bio.




Evolution des charges de structure "bio"
€
1400
1200
1000
800
600
400
200
0
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
récoltes
charges de structure
main d'œuvre
mécanisation
frais financiers


Evolution des EBE/HA
€
800
700
600
500
400
300
200
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
EBE conventionnel
EBE bio
EBE sans aides bio

La trésorerie

HAUSSE DES ANNUITÉS DE REMBOURSEMENT

	R 2016 BIO	*R 2016 Conventionnel*	ÉCARTS
EBE/ha en €	**710**	***278***	**+ 432**
EBE sans aides bio/ha en €	647	*278*	+ 369
- Annuités/ha en €	**367**	***212***	**+ 155**
= Solde disponible/ha en €	**343**	***66***	**+ 277**
solde disponible sans aides bio/ha	280	*66*	+ 214
EBE par UTAF en €	**56 490**	***24 875***	**+ 31 615**
Disponible par UTAF	24 290	*5 910*	+ 21 380
Résultat courant/UTAF en €	20 850	*- 895*	+ 21 745
EBE/ produit brut en %	**30,8**	***19,3***	**+ 11,5**
Annuités/EBE en %	**74,5**	***76,5***	**- 2**
Taux d'endettement en %	**51,1**	***60,4***	**- 9,3**

L'excédent progresse de 2 300€/UTAF comparé à l'année passée en bio.
Avec 74 % de l'EBE, la part du résultat consacrée au remboursement des prêts progresse et le disponible par UTH est de 27 290 €.

Sur cinq années, le disponible moyen après remboursement des prêts est de 353 €/ha.
Ce qui, en termes de disponibilité, correspond à 52 800 € annuels pour assurer les besoins privés et l'autofinancement d'investissements, soit 28 000 € par UTH familiale ou 2 340 € par mois.

	R 2012	R 2013	R 2014	R 2015	R 2016
EBE/ha en €	**619**	**600**	**705**	**702**	**710**
EBE sans aides bio/ha en €	530	493	646	607	647
- Annuités/ha en €	**266**	**305**	**323**	**313**	**367**
= Solde disponible/ha en €	**358**	**295**	**382**	**389**	**343**
solde disponible sans aides bio/ha	264	188	323	294	280
EBE par UTAF en €	50 700	51 000	56 500	54 188	56 490
Résultat courant/UTAF en €	**16 800**	**13 400**	**20 200**	**19 775**	**20 850**
EBE/ produit brut en %	**33,9**	**30,3**	**34,8**	**32,5**	**30,8**
Annuités/EBE en %	**43,0**	**50,8**	**51,6**	**50,6**	**74,5**
Taux d'endettement en %	**41,3**	**42,9**	**43,1**	**47,9**	**51,1**

PLUS DE CAPITAUX ET MOINS D'ENDETTEMENT

	R 2016 BIO	*R 2016 Conventionnel*	ÉCARTS
Actif en €	**715 350**	***518 000***	**+ 197 350**
Capitaux propres	**353 780**	***211 100***	**+ 142 680**
Emprunts long et moyen terme	**231 700**	***186 900***	**+ 44 800**
Dettes à court terme	**144 600**	***120 000***	**+ 24 600**
Taux d'endettement %	**51,1**	***60,4***	**- 9,3**
Dont court terme %	21,1	*23,8*	- 2,7

Comme les années antérieures, le bilan des laitiers bio présente une solidité financière et un endettement inférieur de 9 % par rapport au conventionnel. Toutefois, cet endettement a tendance à augmenter ces dernières années.

Perspectives

Les chiffres prévisionnels qui figurent dans le tableau suivant sont basés sur les hypothèses et évolutions de prix suivantes :

- Ce sont des exploitations totalement converties à l'AB avec des aides au maintien à l'AB et des valorisations des produits en bio.
- Concernant les prix retenus :
  - o En lait : +2.5% en 2017 (467 €/tonne) et stable pour 2018.
  - o En viande laitière : - 3% en 2017 et + 1% en 2018.
  - o En céréales : prix stables en 2017 et -2% en 2018 ; rendements + 50% en 2017 et – 10% en 2018.
  - o Aides découplées : - 3% en 2017 et - 4% en 2018.
  - o Aides couplées : stables pour les aides animales en 2017 et 2018, -3% pour les aides couplées végétales en 2017 et stables en 2018.
  - o Aides BIO : - 40% en 2017 et – 5% en 2018.

- Pour les charges :
  - o Engrais : + 2% en 2017 et stables en 2018.
  - o Semences : stables en 2017 et en 2018.
  - o Aliments : stables en 2017 et en 2018.
  - o Vétérinaire : stable en 2017 et -2% en 2018.
  - o Mécanisation : -3% en 2017 et stable en 2018.
  - o + 1% sur les salaires et charges salariales en 2017 et -1% en 2018.
  - o - 1% sur les charges sociales en 2017 et + 1% en 2018.
  - o - 3% sur les fermages en 2017 et -3% en 2018.
  - o Et + 1 % par an sur l'ensemble des autres postes.

CRITÈRES EN €/HA	R 2016	R 2017 prévision	R 2018 prévision
Produit brut	**2 147**	**2 177**	**2 147**
Dont lait	984	1 009	1 009
Dont viande bovine	305	296	299
Dont cultures	191	237	216
Dont autres ateliers	271	271	271
Dont aides couplées PAC	85	85	85
Dont aides découplées	248	241	231
Dont aides bio (maintien)	63	38	36
Charges proportionnelles	**651**	**652**	**651**
Marge brute + aides découplées	**1 496**	**1 525**	**1 496**
Charges de structure	**1 253**	**1 237**	**1 238**
Dont main d'œuvre	198	198	198
Dont mécanisation	554	536	536
Dont charges financières	50	51	51
EBE	**710**	**719**	**692**
EBE sans aides BIO	**647**	**681**	**656**
Résultat courant	**262**	**307**	**277**

Il apparaît dans cette prévision, une légère hausse de l'EBE 2017, notamment grâce à un cours du lait plutôt porteur, même si la quantité de fourrages aura été moindre que les années passées, et une bonne récolte de céréales. A noter dans ce résultat : une perte du montant des aides découplées, mais surtout du montant des aides bio, due au plafonnement et aux critères de priorisation de ces soutiens en régions.
Avec une récolte 2018 pensée légèrement à la baisse et des aides qui évoluent défavorablement, l'EBE 2018, quant à lui serait plutôt baissier.

Ces résultats seront cependant assez liés aux conditions météorologiques de chaque campagne et pourront être supérieurs si les volumes livrés progressent.

LA VIANDE BOVINE

LE SYSTÈME BOVINS VIANDE SPÉCIALISÉ

Cet échantillon bio issu des départements des Ardennes, de la Côte d'Or, de la Haute Marne, de la Haute-Saône et de la Saône-et-Loire comporte :

- des exploitations dont la conversion est achevée (donc homogènes à ce titre)
- 30 exploitations

Ces exploitations sont spécialisées en viande bovine, avec pour certaines d'entre elles la présence d'un atelier de diversification (équins, caprins, ovins, porcs, maraichage). Le produit de la surface fourragère représente au minimum 60 % du produit global. La surface fourragère, exclusivement herbagère occupe en moyenne 83 % de la surface totale. Les troupeaux sont majoritairement de race Charolaise.
Les données sont issues de comptabilités closes du 30/09/2016 au 30/04/2017.

La comparaison proposée avec des élevages spécialisés conventionnels s'appuie sur l'échantillon présentant le plus de similitude : bovins viande spécialisés situés en Bourgogne.

Les moyens de production

STRUCTURE D'EXPLOITATION

	Moyenne BIO	*Moyenne Conventionnel*	ÉCARTS
Main d'œuvre totale (UTH)	**1,47**	***1,56***	**- 0,09**
Dont main-d'œuvre salariée	0,23	*0,14*	+ 0,09
SAU	**150**	***161***	**- 11**
STH ET PRAIRIES TEMPORAIRES	131	*140*	- 9
Nombre moyen de vaches	**72**	***89***	**- 17**
Valeur aides découplées en €/ha	**200**	*200*	**=**

La taille des exploitations se stabilise. Elle reste toutefois moins élevée en bio (-6 points).Le nombre de vaches augmente en bio par rapport à 2017 et diminue en conventionnel, ce qui réduit l'écart de 20 points (-37 en 2017 et -17 en 2018). Dix exploitations sont en société, quatre exploitations possèdent un atelier ovins.

COMPARAISON AVEC L'ÉCHANTILLON DE RÉFÉRENCE

Les produits (produit/vache ou produit/ha) diminuent
Les charges diminuent également.
Ce qui permet de stabiliser la marge brute/ha.

VALEURS MONÉTAIRES EN €	MOYENNE BIO 2016	MOYENNE BIO 2015
Chargement UGB/ha SF	**0,88**	**0,81**
Produit bovins viande/vache	**1 115**	**1 326**
Aides bovins viande/vache	143	162
Produit/ha SF	**747**	**887**
Aides animales/ha SF	174	162
Charges/ha SF	**145**	**297**
Aliments SF/ha SF	112	159
Frais vétérinaires SF/ha SF	33	26
Marge brute/ha SF	**602**	**590**

Synthèse économique et financière

CRITÈRES EN €/HA	R 2016 BIO	*R 2016 Conventionnel*	ÉCARTS
Produit brut	**1 064**	***1 137***	**- 73**
Dont aides PAC couplées	139	*54*	+ 85
Dont aides découplées	200	*200*	=
Dont aides bio	155		+ 155
Charges proportionnelles	**221**	***337***	**- 116**
Marge brute + aides découplées	**843**	***800***	**+ 43**
Charges de structure	**662**	***665***	**- 3**
Dont main-d'oeuvre	74	*64*	+ 10
Dont mécanisation	291	*296*	- 5
Dont charges financières	27	*32*	- 5
EBE	**396**	***334***	**+ 62**
EBE sans aides BIO	**241**	***334***	**- 93**
Résultat courant	**181**	***114***	**+ 67**

Comme les années précédentes, le produit brut bio 2016 reste inférieur à celui des élevages conventionnels, nous avions constaté que l'écart se réduisait entre 2009 et 2010 (-295 € en 2009 et -123 € en 2010),qu' il se creusait en 2011 (-207€), il se stabilisait en 2012 (-189€), l'écart se réduisait à -71€/ha en 2013, il s'accentuait en 2014 (-155€), il se réduisait considérablement en 2015 (-32€), pour atteindre -9€ en 2016.

Les charges proportionnelles diminuent chez les bio (-63€ par rapport à 2015) ainsi que chez les conventionnels (-33€ par rapport à 2015)
L'EBE bio reste au-dessus du conventionnel voire creuse l'écart.

CRITÈRES EN €/HA	R 2012	R 2013	R 2014	R 2015	R 2016
Produit brut	**1 055**	**1 048**	**1 053**	**1 146**	**1 064**
Dont aides PAC couplées	180	109	152	110	139
Dont aides découplées	200	208	174	163	200
Dont aides conversion bio	110	119	100	72	155
Charges proportionnelles	**255**	**268**	**248**	**284**	**221**
Marge brute + DPB	**800**	**780**	**805**	**862**	**843**
Charges de structure	**661**	**697**	**725**	**771**	**662**
Dont main d'œuvre	81	102	113	138	74
Dont mécanisation	232	328	260	313	291
Dont charges financières	32	35	32	29	27
EBE	**382**	**339**	**350**	**365**	**396**
EBE sans aides BIO	**272**	**220**	**250**	**293**	**241**
Résultat courant	**138**	**82**	**80**	**91**	**181**

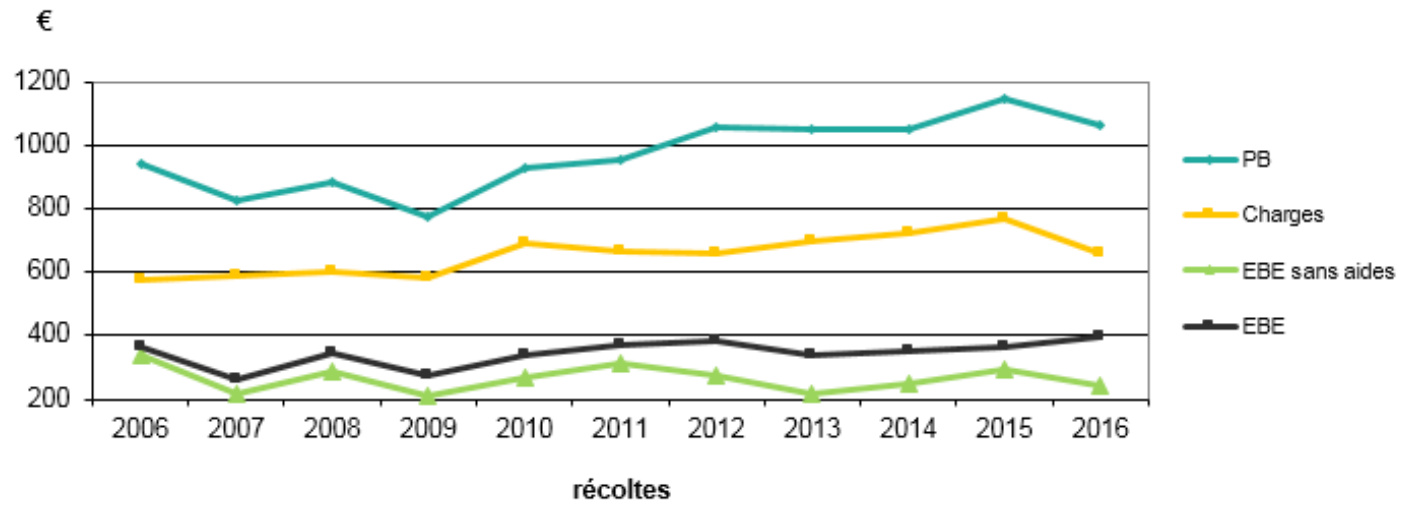
Nous constatons :

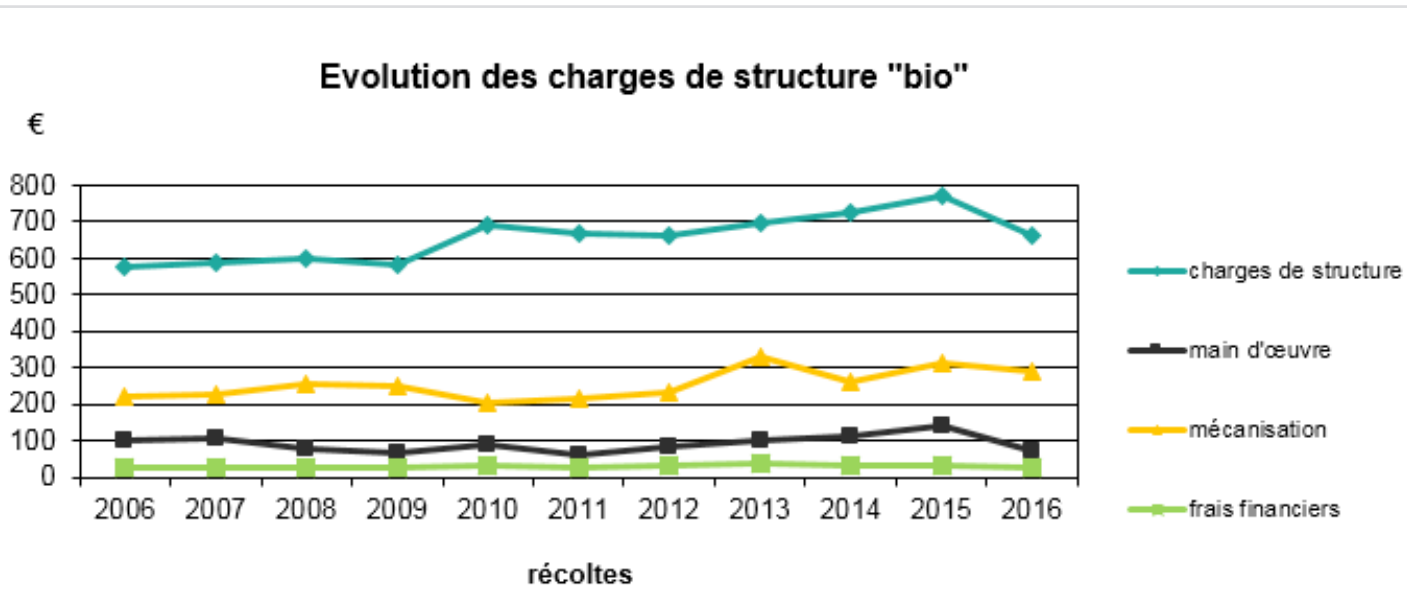
- Une baisse du produit brut (-82€/ha)
- Une baisse de la marge brute (-19€/ha)
- Une baisse globale des charges de structures (-109€/ha)
- Une hausse du résultat (+90€/ha)

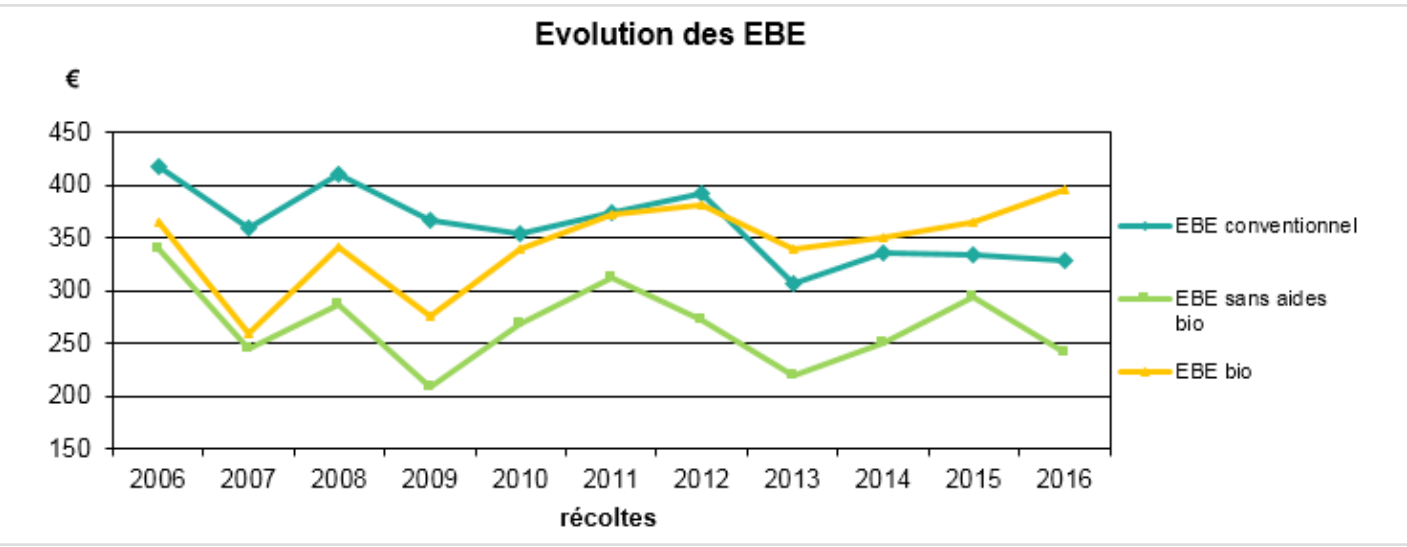
La maîtrise des charges permet de conserver de bons résultats en bio.
Les chiffres de l'année 2016 (662€/ha) ressemblent à ceux de l'année 2012 (661€/ha).

POSTES DE CHARGES EN €/HA	R 2016 BIO	*R 2016 Conventionnel*	ÉCARTS
Charges opérationnelles	**221**	***337***	**- 119**
Engrais	9	*38*	- 29
Semences	23	*13*	+ 10
Traitements	2	*19*	- 17
Aliments	88	*147*	- 59
Vétérinaires	33	*63*	- 30
Autres	66	*57*	+ 9
Charges de structure	**662**	***665***	**- 3**
Carburant	38	*49*	- 11
Travaux par tiers	34	*28*	+ 6
Entretien matériel	57	*61*	- 4
Autres charges mécanisation	15	*11*	+ 4
Amortissement matériel	147	*147*	=
TOTAL MECANISATION	291	*296*	- 5
Entretien bâtiments	11	*12*	- 1
Amortissement bâtiments	43	*46*	- 3
TOTAL BATIMENT	54	*58*	- 4
Entretien foncier	4	*4*	=
Fermage	113	*124*	- 11
Impôt foncier	3	*2*	+ 1
Amortissement foncier	2	*1*	+ 1
TOTAL FONCIER	122	*131*	- 9
Eau-EDF	16	*16*	=
Assurance	24	*24*	=
Honoraire	28	*20*	+ 8
Frais généraux	26	*24*	+ 2
TOTAL FRAIS GENERAUX	94	*84*	+ 10
Salaires et charges	32	*20*	+ 12
Cotisations	42	*44*	- 2
TOTAL MAIN D'OEUVRE	74	*64*	+ 10
Frais financiers LMT	21	*25*	- 4
CT	6	*7*	- 1
TOTAL FRAIS FINANCIERS	27	*32*	- 5

Les charges opérationnelles sont toujours plus faibles chez les bios. Les charges de structures qui se stabilisent, sont, elles, plus élevées pour les postes main d'œuvre et frais généraux.


Evolution des résultats économiques "bio"
€
1200
1000
800
600
400
200
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
récoltes
PB
Charges
EBE sans aides
EBE


Evolution des charges de structure "bio"
€
800
700
600
500
400
300
200
100
0
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
récoltes
charges de structure
main d'œuvre
mécanisation
frais financiers


Evolution des EBE
€
450
400
350
300
250
200
150
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
récoltes
EBE conventionnel
EBE sans aides bio
EBE bio

La trésorerie

	R 2016 BIO	*R 2016 Conventionnel*	ÉCARTS
EBE/ha en € EBE sans aides bio/ha en €	**396** 241	***327*** *327*	**+ 69** - 86
- Annuités/ha en € **= Solde disponible/ha en €** solde disponible sans aides bio/ha	**185** **211** 56	***176*** ***151*** *151*	**+ 9** **+ 60** - 95
EBE par UTAF en €	40 465	*37 253*	+ 3 212
Résultat courant/UTAF en €	**18 548**	*14 718*	**- 3 830**
EBE/ produit brut en %	**37**	***29***	**+ 8**
Annuités/EBE en %	**60**	***54***	**+ 6**
Taux d'endettement en %	**43**	***49***	**- 5**

L'importance des aides bio est cruciale.
La marge de manœuvre financière est toujours un peu plus limitée pour ces élevages bios que pour les conventionnels, avec un écart du solde de trésorerie hors aides spécifiques bio à l'hectare inférieur de 95 € par rapport au conventionnel.

	R 2012	R 2013	R 2014	R 2015	R 2016
EBE/ha en € EBE sans aides bio/ha en €	**382** 272	**339** 220	**350** 250	**365** 293	**396** 241
- Annuités/ha en € **= Solde disponible/ha en €** solde disponible sans aides bio/ha	**220** **162** 52	**171** **168** 49	**235** **115** 15	**194** **170** 99	**185** **211** 56
EBE par UTAF en €	47 500	42 000	39 562	38 089	40 465
Résultat courant/UTAF en €	**14 200**	**8 300**	**8 885**	**9 013**	**18 548**
EBE/produit brut en %	**36**	**31**	**40**	**33**	**37**
Annuités/EBE en %	**63**	**63**	**80**	**58**	**60**
Taux d'endettement en %	**32**	**32**	**32**	**44**	**43**

La situation de l'EBE augmente, les aides sont encore bien présentes avec un échantillon riche en conversion.
Les annuités diminuent ce qui laisse un résultat disponible qui retrouve son niveau de 2012.
Les annuités et le taux d'endettement se stabilisent.

	R 2016 BIO	*R 2016 Conventionnel*	ÉCARTS
Actif en €	**476 900**	*665 300*	**+ 188 400**
Capitaux propres	**269 600**	*339 300*	**+ 69 700**
Emprunts long et moyen terme	**102 500**	*326 000*	**- 118 700**
Dettes à court terme	**104 800**		
Taux d'endettement %	**44**	*49*	**- 5**
Dont court terme %	16	-	-

A l'inverse de 2015, l'actif augmente pour les exploitations conventionnelles alors que celui des bios chute.
Le taux d'endettement des exploitations bios diminue (-1 points) alors que celui des conventionnels prend 5 points.

Perspectives

Le maintien des aides bio reste crucial.
Sur ces perspectives des résultats des exploitations viande spécialisées nous avons appliqué les variations suivantes :

- Charges : - maintien ou légère fluctuation
  - baisse des frais de mécanisation de 3% sur 2017
  - baisse des frais vétérinaires de 2% sur 2018
  - main d'œuvre : +1% en 2017 puis -1% en 2018
  - baisse des fermages : -3% /an
- Aides : baisse du DPB (convergence des aides), augmentation des ABA, baisse des aides bio.

Les résultats courants progressent.
Il faut donc anticiper les problèmes et se structurer tant au niveau de l'exploitation que des filières pour pouvoir maintenir une agriculture viable et durable.

CRITÈRES EN €/HA	R 2016	R 2017 prévision	R 2018 prévision
Produit brut	**1 064**	**1 120**	**1 120**
Dont aides PAC	139	140	140
Dont DPB	200	180	180
Charges proportionnelles	**221**	**222**	**222**
Marge brute totale	**843**	**898**	**898**
Charges de structure	**662**	**660**	**655**
Dont main d'œuvre	74	76	75
Dont mécanisation	291	284	284
Dont charges financières	27	27	27
EBE	**396**	**396**	**396**
Résultat courant	**181**	**238**	**243**

LE SYSTÈME POLYCULTURE BOVINS VIANDE

L'échantillon du groupe polyculture bovins viande compte vingt-neuf exploitations situées presqu'exclusivement dans la Région Bourgogne Franche Comté. Seules deux structures proviennent des Ardennes.

Le critère de sélection choisi pour cette population est le ratio produit de la surface fourragère/produit brut total, qui doit être compris entre 20% et 60%.

La composition de l'échantillon est très changeante selon les années au gré de nouvelles conversions, de l'abandon de l'élevage ou du changement de la part du produit de la surface fourragère dans le produit total. La cohérence des évolutions est cependant vérifiée à partir d'un échantillon constant de dix-huit exploitations présentes en 2015 et 2016 dans cette population.

Les exercices pris en compte correspondent à la récolte 2016, les clôtures sont comprises entre le 30 septembre 2016 et le 30 juin 2017.

Les systèmes sont en majorité naisseurs avec vente de broutards, huit exploitations vendent des génisses grasses. Seule une structure engraisse tous ses animaux. Quatre exploitations ont une troupe ovine (105 brebis en moyenne), quatre autres un atelier hors sol (volailles ou porcs). Trois exploitations pratiquent la vente directe.

Le groupe d'exploitations conventionnelles retenu pour la comparaison est le groupe « céréales-bovins viande », issu de « l'Observatoire Prospectif de l'Agriculture de Bourgogne-Franche-Comté» (financé par le Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté), année 2016.

Les moyens de production

	Moyenne BIO	*Moyenne Conventionnel*	ÉCARTS
Main d'œuvre totale	**1,58**	***1,73***	**- 0,15**
Dont main-d'œuvre salariée	0,31	*0,25*	+ 0,06
SAU	**155**	***217***	**- 62**
Surfaces fourragère	107	*106*	+ 1
Nombre d'UTH pour 100 ha	0,99	*0,80*	+ 0,19
Nombre moyen de vaches	**56**	***74***	**- 18**
Nombre VA/UTH	**35**	***43***	**- 12**

L'écart de surface entre le groupe conventionnel et bio se confirme année après année, il est de 62 ha pour cet exercice. On constate une croissance de la surface dans les deux systèmes. Mais, alors que l'agrandissement est de 9 ha en conventionnel, il n'est que de 1 ha en bio. L'agriculture biologique mobilise toujours 0,19 UTH de plus que le conventionnel pour mettre en valeur 100 ha de SAU.

Le ratio nombre de vêlages/UTH évolue peu d'une année sur l'autre, il est toujours en moyenne de 12 vêlages de plus par UTH pour le conventionnel.

Données technico-économiques

CRITÈRES EN €/HA	2013	2014	2015	2016	*ÉVOLUTION*
Produit des cultures	732	761	763	606	*- 157*
Charges opérationelles	204	190	185	192	*+ 7*
Marge brute des cultures	528	571	578	414	*- 164*

Les cultures occupent une surface moyenne de 48 ha, soit 30 % de la SAU et les terres labourables ne sont pas consacrées uniquement aux céréales. Certaines structures cultivent des légumes et des pommes de terre.

Suite à la baisse des rendements liée à la campagne 2016 calamiteuse, le produit des cultures diminue de 157 €/ha. Les charges opérationnelles sont en légère augmentation de 7 €/ha. Mais, même en baisse de 164 €/ha de SCOP, la marge brute des cultures, à 414 €/ha est supérieure de 200 à 250 € à la marge brute des cultures chez les conventionnels.

	2013	2014	2015	2016	*ÉVOLUTION*
Chargement (UGB/ha)	0,84	0,85	0,90	0,95	*+ 0,05*
Produit SF/ha SF	644	719	744	732	*- 12*
Aides/ha SF	135	146	145	145	*=*
Aliments/ha SF	102	88	82	62	*- 20*
Frais vétérinaires/ha SF	30	26	26	21	*- 5*
Marge brute/ha SF	445	526	544	545	*+ 1*

Le produit de la surface fourragère diminue de 1,5 % cette année. Une faible augmentation du chargement ne compense pas la baisse du prix des animaux vendus.
La charge d'aliments et des frais vétérinaires diminuent de façon sensible (respectivement – 24 % et – 20 %).
Dans cette configuration, la marge brute reste stable à 545 €/ha de surface fourragère.
La marge brute moyenne de la surface fourragère est de 60 000 euros.

Synthèse économique et financière

Les résultats des exploitations en conventionnel et en bio ont des évolutions divergentes : en hausse pour les bio, en baisse pour les conventionnelles.

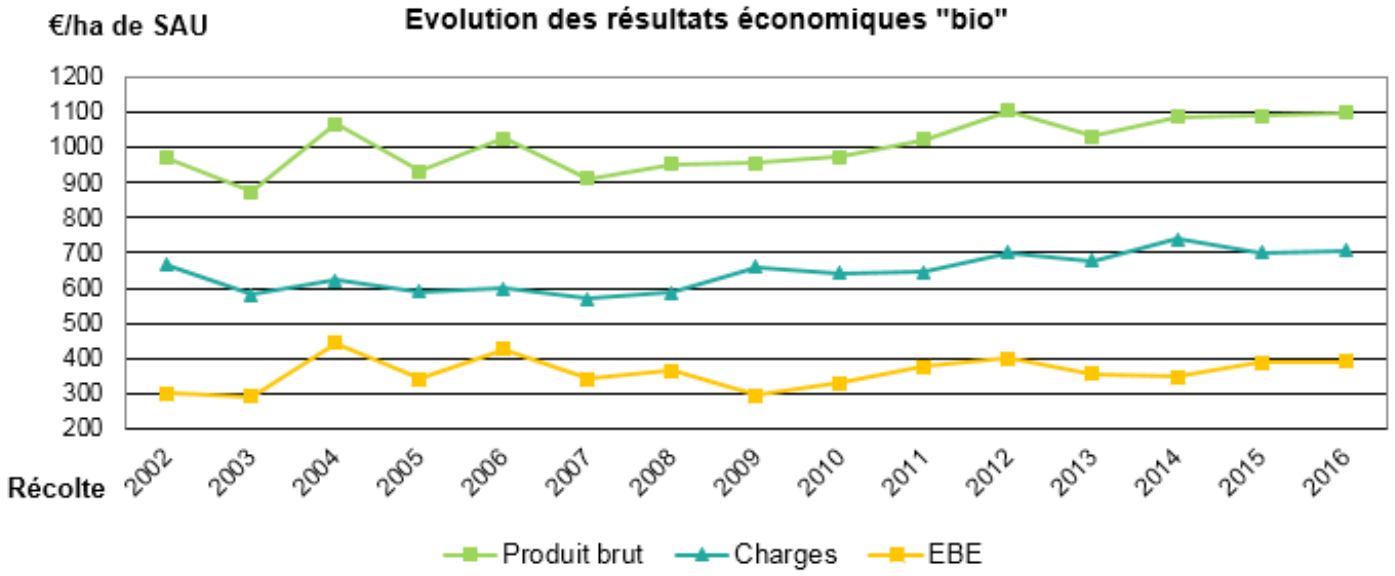
CRITÈRES EN €/HA	R 2016 BIO	*R 2016 Conventionnel*	ÉCARTS
Produit brut Dont aides découplées	**1 098** 211	***1 088*** *199*	**+ 10** + 12
Charges proportionnelles	**201**	***442***	**- 241**
Marge brute + aides découplées	**897**	***762***	**+ 135**
Charges de structure	**790**	***675***	**+ 115**
Dont main-d'oeuvre Dont mécanisation Dont charges financières	93 365 43	*64* *328* *30*	+ 29 + 37 + 13
EBE	**391**	***202***	**+ 189**
Résultat courant	**107**	***- 29***	**+ 136**

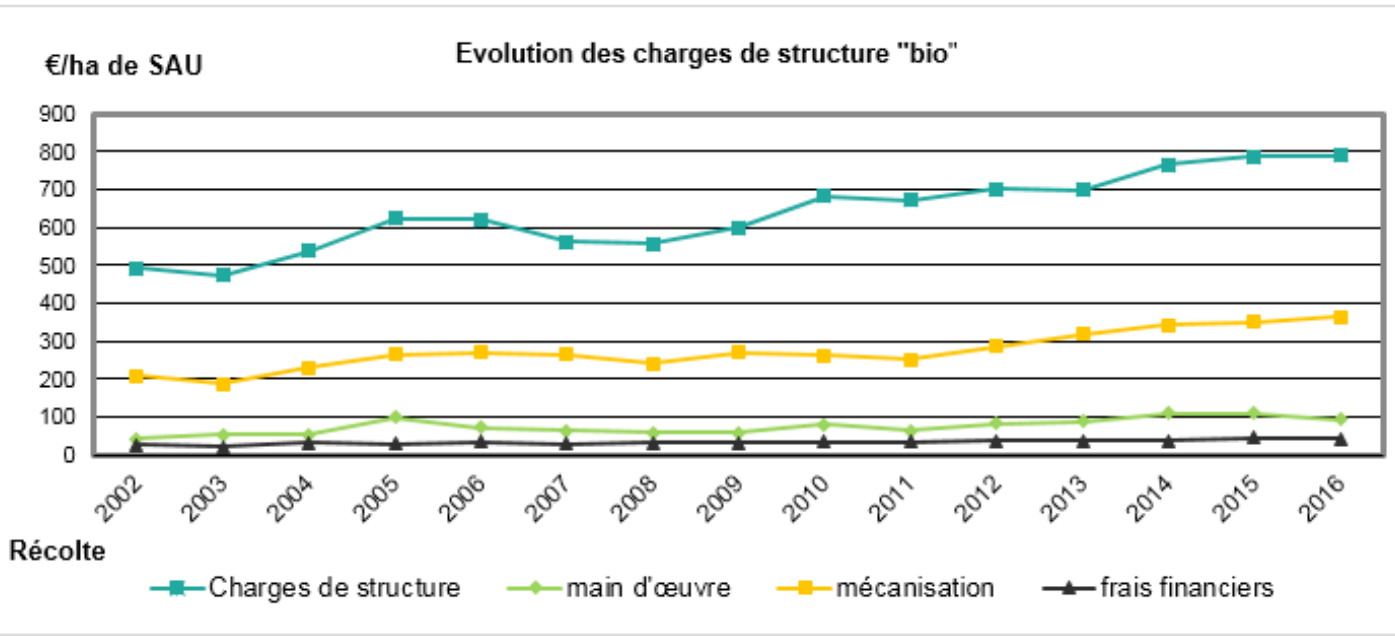
Pour la première fois, le produit par ha de SAU est supérieur en bio. C'est avant tout lié à l'effondrement du produit des grandes cultures en conventionnel, causé par un niveau de rendement catastrophique et des prix bas. Dans les exploitations bios, même si le produit de la SCOP diminue, la baisse est de moindre ampleur. De plus, le produit de la surface fourragère préservé et les aides (conversion et conjoncturelles), permettent une légère hausse du produit total.

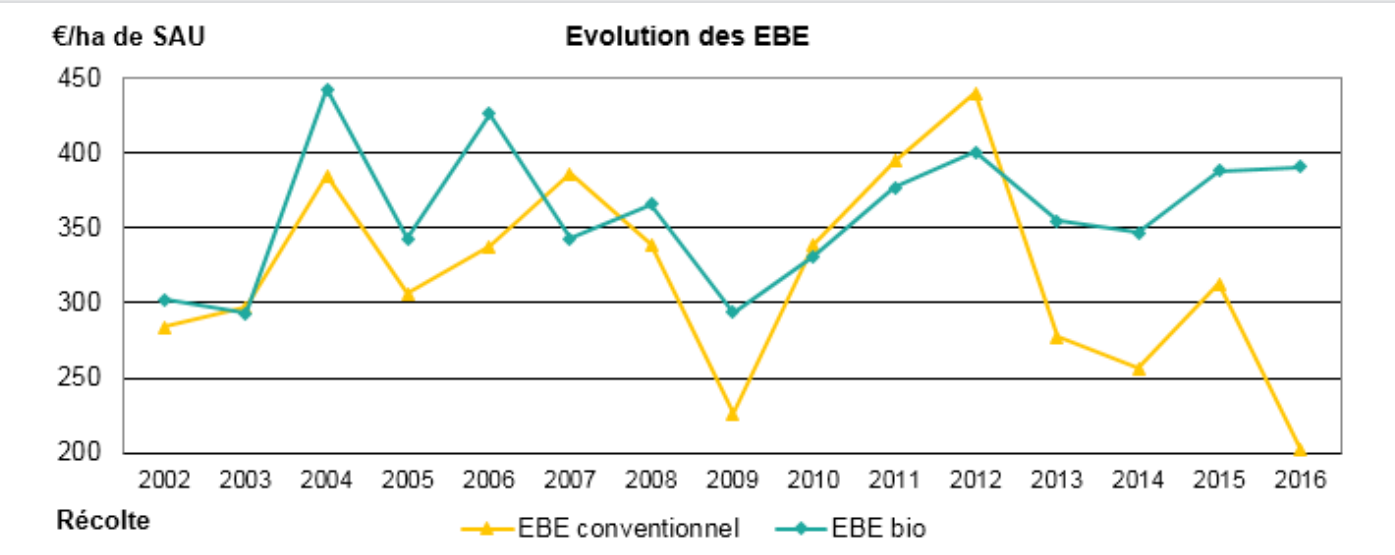
Les charges opérationnelles augmentent en conventionnel, alors qu'elles baissent en bio, accentuant encore le différentiel qui passe à 241 €/ha en faveur de la bio.

Les charges de structure ont des variations inverses dans les deux systèmes. Dans les exploitations bio, les charges de structure augmentent de 4 €/ha par les charges de mécanisation. En revanche, pour les systèmes en conventionnel, les charges de structure sont stables. Par hectare de SAU, elles sont toujours plus importantes dans les fermes bio, en lien avec la moindre surface et la main d'œuvre plus nombreuse. De plus, si les investissements ont diminué en conventionnel suite à une série de mauvaises années, les bio, ne connaissant pas la crise ont continué d'investir. Les amortissements ont donc diminué en conventionnel et augmenté en bio.

Depuis 2013, l'EBE est supérieur dans les sytèmes bio. A 391 €/ha de SAU, il augmente très légèrement (+3 €) et l'écart avec les exploitations conventionnelles se creuse encore pour atteindre 189 €/ha.


€/ha de SAU
Evolution des résultats économiques "bio"
1200
1100
1000
900
800
700
600
500
400
300
200
Récolte
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
Produit brut
Charges
EBE


€/ha de SAU
Evolution des charges de structure "bio"
900
800
700
600
500
400
300
200
100
0
Récolte
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
Charges de structure
main d'œuvre
mécanisation
frais financiers


€/ha de SAU
Evolution des EBE
450
400
350
300
250
200
Récolte
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
EBE conventionnel
EBE bio

CRITÈRES EN €/HA	2013	2014	2015	2016
Produit brut Dont DPU	**1 031** 218	**1 088** 203	**1 090** 212	**1 098** 211
Charges proportionnelles	**232**	**222**	**205**	**201**
Marge brute + aides découplées	**799**	**865**	**868**	**897**
Charges de structure Dont main-d'oeuvre Dont mécanisation Dont charges financières	**698** 85 314 38	**775** 111 356 40	**786** 111 350 46	**790** 93 365 43
EBE	**355**	**351**	**388**	**391**
Résultat courant	**101**	**90**	**99**	**107**

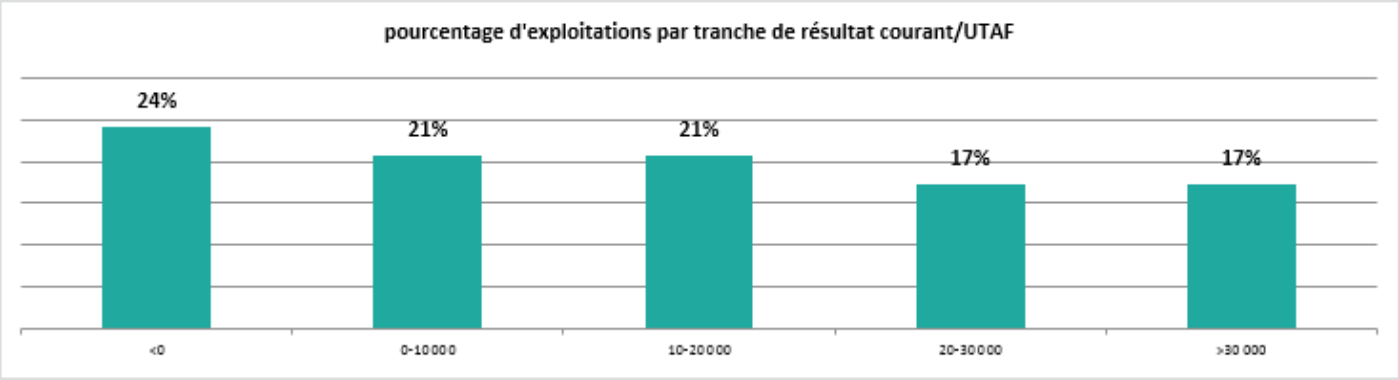
Dans un environnement instable (aléas climatiques à répétition, volatilité du cours des matières premières, concurrence mondiale exacerbée), les systèmes bio montrent leur résilience et leur stabilité. De 2012 à 2016, alors que l'EBE des exploitations conventionnelles est passé de 450 à 200 €/ha de SAU, celui des fermes bio est resté dans une fourchette allant de 350 à 400 €.

La trésorerie

CRITÈRES EN €/HA	2016 BIO	*2016* *Conventionnel*	ÉCARTS
EBE	**391**	***202***	**+ 189**
Annuités	**209**	***176***	**+ 33**
Solde après annuités	182	*26*	+ 156
EBE par UTAF en €	**48 000**	***31 000***	**+ 17 000**
Revenu disponible/UTAF en €	22 600	*5 000*	+ 17 600
Résultat courant/UTAF en €	13 000	*- 4 400*	+ 17 400
EBE/ produit brut en %	**36**	***19***	**+ 17**
Annuités/EBE en %	**53**	***87***	**- 34**
Taux d'endettement en %	**59**	***54***	**+ 5**

Avec un ratio d'efficacité économique de 36 % (contre 19 % en conventionnel), les systèmes en agriculture biologique ont été capables de dégager un revenu disponible par UTAF de 22 000 € (contre à peine 5 000 € pour les conventionnels), malgré un niveau d'annuités en hausse.

La moyenne de résultat courant par UTAF se stabilise autour de 12 000 € depuis 4 ans.



Cette stabilité et cette moyenne ne doivent pas occulter la dispersion du résultat courant. Toutes les exploitations bio ne sont pas rentables et chaque année, 20 à 25 % des exploitations bio dégagent un résultat courant négatif. En outre, l'écart semble grandir entre les plus performants et les moins efficaces. En effet, la part d'exploitations dont le résultat courant par UTAF est supérieur à 20 000 € passe de 28 à 34 %. Cette proportion n'était que de 21 % en 2014.

CRITÈRES EN €/HA	2013	2014	2015	2016
EBE en €/ha	**355**	**351**	**388**	**391**
Annuités en €/ha	193	203	218	209
Solde après annuités en €/ha	162	148	170	182
EBE par UTAF	**43 000**	**41 000**	**48 000**	**48 000**
Résultat courant/UTAF	12 500	11 000	12 000	13 000
EBE/produit brut en %	**34**	**32**	**36**	**36**
Annuités/EBE en %	54	58	57	53
Taux d'endettement en %	38	40	50	59
Trésorerie nette globale	+ 2 200	+ 1 200	+ 800	- 7 000

Malgré la stabilité des résultats économiques, on constate une dégradation de la situation de trésorerie. Est-ce dû au poids de l'endettement qui a tendance à augmenter ? Est-ce lié à une augmentation des prélèvements privés ? Toujours est-il que les marges de manœuvre deviennent limitées.

	R 2016 BIO	*R 2016 Conventionnel*	ÉCARTS
Actif en €	515	*597*	- 82
Capitaux propres	211	*275*	- 64
Endettement total	304	*322*	- 18
Taux d'endettement %	59	*54*	+ 5

Les investissements plus importants en bio qu'en conventionnel, outre le fait qu'ils ont fait augmenter le taux d'endettement, ont réduit l'écart de capitaux entre les structures. En trois ans la différence des capitaux engagés est passée de 113 000 € à 82 000 €.
Le ratio EBE/capital est passé à 11 % (contre 13 % en 2015). Il faut dorénavant 8,5 ans pour constituer le capital engagé contre 7 ans l'an dernier.

Perspectives

Après la mauvaise année 2016 en grandes cultures, 2017 s'annonce comme une année conforme à la moyenne. Le produit de la SCOP va augmenter.
Le marché de la viande bovine est plutôt bien orienté en 2017, cette perspective semble se confirmer pour 2018. Le produit de la surface fourragère devrait au moins se maintenir voire augmenter de 1 à 2 %.
Dans l'immédiat, on ne prévoit pas de gros changements dans les aides.
Le prix du pétrole est en hausse et on anticipe une augmentation des amortissements, la charge de mécanisation devrait augmenter très légèrement de 1% par an.

Les autres charges, se maintiennent au même niveau.
A partir de ces hypothèses les résultats des prochaines années seraient les suivants :

CRITÈRES EN €/HA	R 2016	R 2017 prévision	R 2018 prévision
Produit brut Dont DPU	**1 098** 211	**1 105** 211	**1 112** 211
Charges proportionnelles	**201**	**202**	**204**
Marge brute + aides découplées	**897**	**903**	**908**
Charges de structure	**790**	**799**	**805**
Dont main d'œuvre Dont mécanisation Dont charges financières	93 365 43	94 369 44	95 372 44
EBE	**391**	**390**	**390**
Résultat courant	**107**	**105**	**105**

Sauf crise majeure (climatique, sanitaire), les résultats devraient rester stables pour les prochaines années. L'EBE serait compris dans une fourchette allant de 350 à 400 €/ha de SAU et le résultat courant se situerait entre 100 et 110 €uros.
Le point de vigilance concerne la situation de trésorerie qui se dégrade petit à petit depuis quelques années.

LES CULTURES DE VENTE

L'échantillon analysé est principalement issu des départements des régions Champagne Ardenne et Bourgogne.

L'échantillon total sur lesquels nous disposons de données concernant les cultures de vente est de 188 exploitations, parmi lesquelles plusieurs exploitations de polyculture élevage.
Pour les données économiques des exploitations, nous avons retenu uniquement les exploitations spécialisées en grandes cultures, au nombre de 70, en excluant celles ayant un atelier d'élevage de monogastriques.

Les caractéristiques de l'échantillon grandes cultures sont les suivantes :

	Échantillon BIO	*Conventionnel*
Nombre d'exploitations Dont sociétés	**70** 43	***1 926*** *1 190*
SAU moyenne Dont surfaces fourragères	**161** 24	***177*** *13*
Main d'oeuvre UTH Dont main-d'oeuvre salariée	**1,72** 0,37	***1,50*** *0,21*

Les données analysées sont celles qui correspondent à la récolte 2016.

Les exploitations en agriculture biologique sont plus petites que celles de l'échantillon conventionnel (données issues de l' « Observatoire Prospectif de l'Agriculture Bourgogne Franche Comté », financé par la région Bourgogne Franche Comté – résultats définitifs récolte 2016), mais emploient plus de main-d'œuvre. Le ratio hectare/UTH est de 118 en conventionnel, stable par rapport à 2015. Il est de 93,6 en agriculture biologique, où il progresse de 3 ha par rapport à l'échantillon récolte 2015. L'écart sur la main d'œuvre se fait au niveau de la main d'œuvre salariée, plus importante dans les exploitations en agriculture biologique. La main d'œuvre familiale par exploitation est en effet sensiblement au même niveau dans les deux échantillons, 1,29 en conventionnel, et 1,35 en AB.

Données technico-économiques

Les données technico-économiques vont être de plusieurs niveaux. Nous allons ainsi nous intéresser successivement aux résultats par culture, puis aux résultats globaux de l'ensemble de la surface en cultures bio au niveau de l'exploitation.

La récolte 2016 est marquée par une chute des rendements, même si celle-ci est souvent moins marquée qu'en conventionnel. On note aussi de nombreuses surfaces de pois qui n'ont pas été récoltées du tout en 2016, phénomène qui s'est vu aussi en conventionnel. Les cours des céréales biologiques se sont maintenus, voire ont progressé, du fait de la petite récolte, qui a permis d'écouler les volumes récoltés, malgré un contexte de forte hausse des surfaces converties.

En blé, pour 50% de l'échantillon le rendement est compris entre 1,2 et 2,1 tonne par hectare, soit environ une tonne de moins par hectare que pour la récolte 2015. Pour 50% de l'échantillon également, le prix est compris entre 305 et 417 € par tonne.

	Surface (ha)	Rendement (t/ha)	Prix (€/t)	Produit brut 2016 (€/ha)	Produit brut 2015 (€/ha)	Produit brut 2014 (€/ha)	Produit brut 2013 (€/ha)
Blé	3 718,13	1,74	359	615	940	826	945
Lentilles	707,54	0,87	1 150	1 000	1 360	892	1 450
Orge de printemps	382,34	1,41	252	355	637	743	530
Pois	679,93	0,83	312	258	1 204	934	739
Triticale	1 361,61	1,54	270	416	841	741	641
Orge d'hiver	377,25	1,81	242	438	586	615	666
Féveroles	498,5	1,03	329	373	783	681	906
Luzerne	643,6	6,29	75	472	861	1 034	969
Épeautre	854,27	1,71	392	670	895	695	716
Engrain	255,24	1,57	533	837	643	643	644
Avoine	523,74	2,12	257	545	659	748	763
Sarrasin	173,1	0,38	668	254	676	810	660
Colza	106	1,58	659	1 034	744	624	
Tournesol	172,61	1,20	560	672	784	567	
Maïs	251,22	2,19	274	600	1 002	953	971
Soja	49,18	1,47	619	908			

Données issues de l'échantillon de 188 exploitations.

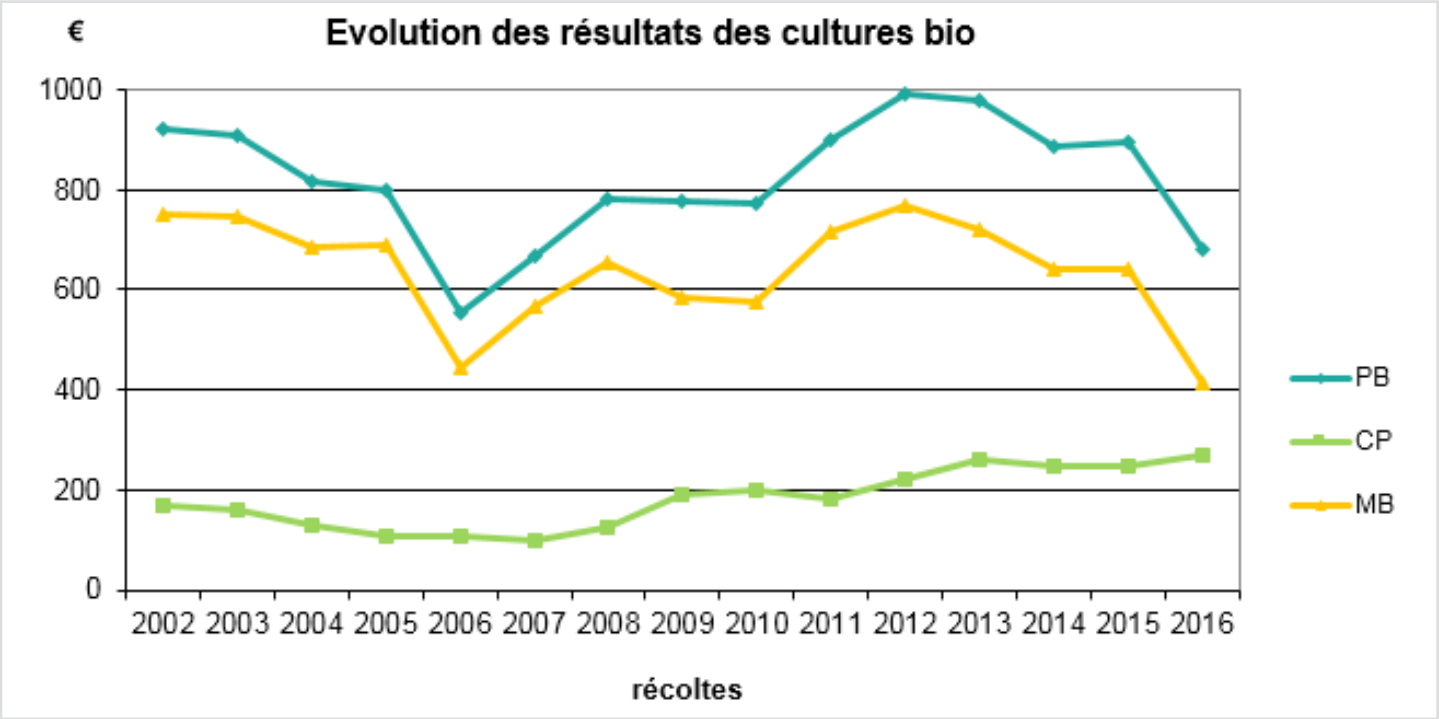
Dans ce tableau, nous avons ajouté le soja, pour lequel nous avons pu collecter quelques données.

Sur la récolte 2016, seuls colza et lentilles dépassent 1 000 € de produit par hectare. Blé, épeautre, engrain, maïs, soja et tournesol donnent entre 600 et 800 €/ha de produit brut. Les autres cultures ne dépassent pas 600 €/ha pour la récolte 2016.

Au niveau des têtes d'assolement, le colza n'est pas très utilisé. La priorité est donnée aux protéagineux et à la luzerne. Cette dernière est de plus en plus valorisée en déshydratation. Dans les secteurs qui ne peuvent bénéficier de ce débouché, il reste une vraie difficulté de gestion des têtes d'assolement dans une exploitation 100% grandes cultures. La possibilité de contracter avec un éleveur voisin est une solution, mais ne permet pas encore une vraie valorisation économique.

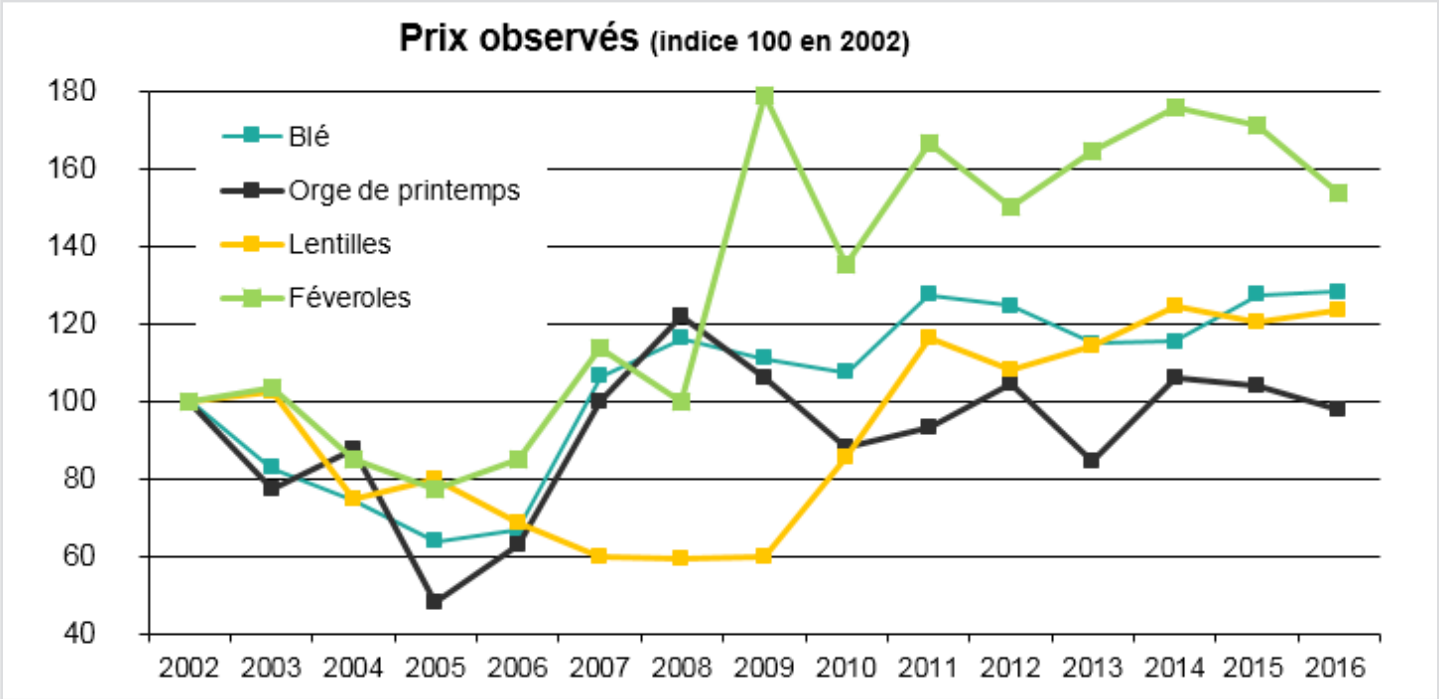
Le blé reste de loin la culture la plus implantée. Il représente 35% des surfaces analysées ici. Le nombre de cultures conduites est sensiblement plus important qu'en conventionnel. La présence dans l'échantillon d'exploitation de polyculture élevage se traduit par la surface importante en triticale. Les plantes riches en protéines (pois, féveroles, lentilles, luzerne, soja) occupent 24% des surfaces de l'échantillon.

Dans les exploitations de polyculture élevage, les mélanges céréales-légumineuses sont importants. Ainsi les surfaces détaillées ci-dessus ne représentent que 70% des surfaces non fourragères de l'échantillon (188 exploitations).



Rappel : Les aides découplées ne sont plus comptées dans le produit et la marge des cultures depuis la récolte 2006.

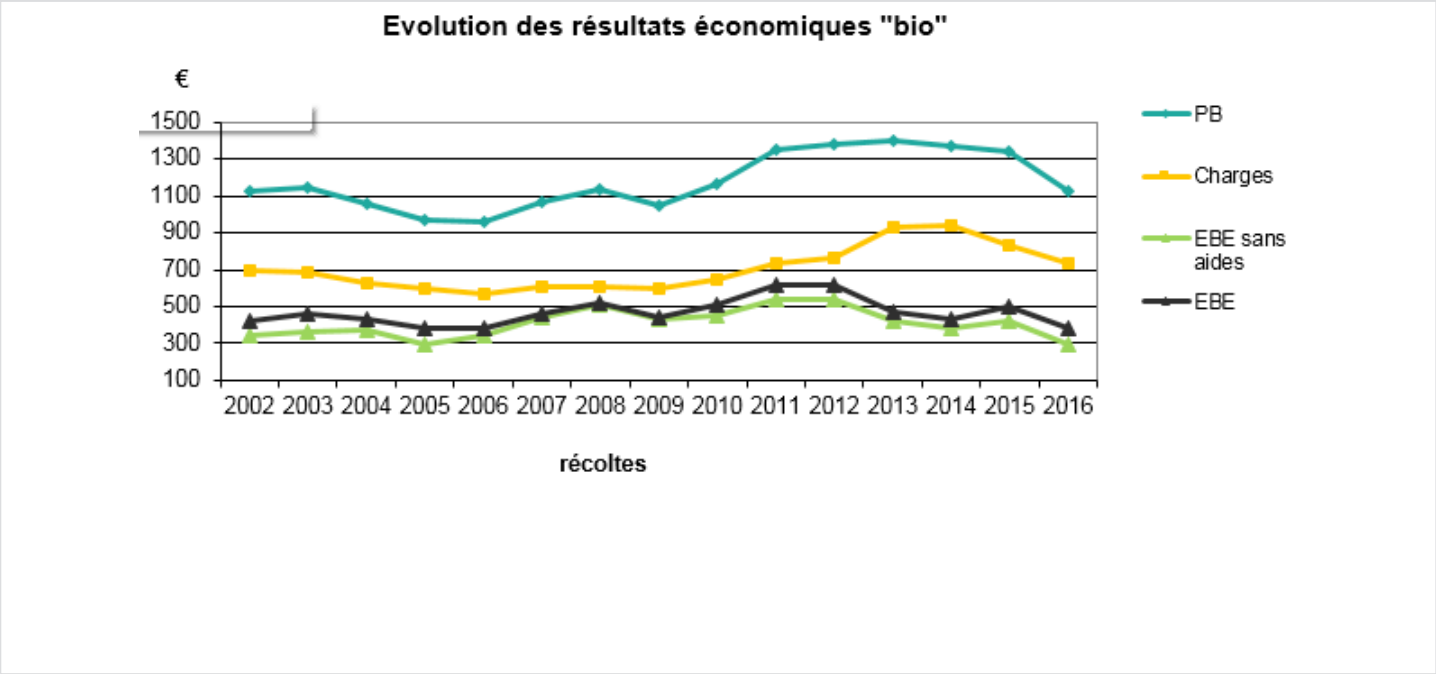
L'évolution des prix de vente constatés sur notre échantillon au cours des années de références dont nous disposons est montrée dans le graphique suivant.



Ce graphique montre la bonne évolution des prix du blé et des lentilles. Le prix des féveroles est en baisse, sans doute du fait d'une qualité médiocre en 2016.

Le produit moyen des cultures, pondéré sur la totalité de l'échantillon (188 exploitations) est de 564 €/ha pour la récolte 2016. Il était de 897 €/ha pour la récolte 2015, de 800 €/ha pour la récolte 2014, 854 €/ha pour la récolte 2013, et 888 €/ha pour la récolte 2012. La diminution du produit par hectare est réelle suite à la chute des rendements pour la récolte 2016.

Le graphique suivant retrace l'évolution des rendements de quelques cultures depuis que nous établissons cette brochure. Il montre la chute des rendements en 2016, moins marquée au niveau des lentilles que sur les autres cultures analysées. Pour cette culture en particulier, on note toutefois de fortes variations de rendement en 2016, selon les zones géographiques. Le graphique montre aussi une réelle stagnation globale des rendements depuis 2002. Cela soulève la question de la durabilité et de l'autonomie des exploitations grandes cultures conduites en agriculture biologique.



EN 2016, LA MARGE BRUTE PAR HECTARE DIMINUE

Le produit des cultures diminue sensiblement avec la mauvaise récolte 2016. Cette dernière est un peu compensée par la hausse des cours, et à un moindre degré par une progression des aides couplées.
Les charges opérationnelles sont en légère baisse, et on retrouve une baisse de 150 €/ha au niveau de la marge brute des cultures.
Les DPB sont en baisse, du fait de la mise en place de la convergence.
La marge brute augmentée des aides découplées est ainsi en baisse très nette par rapport aux années précédentes.

	2013	2014	2015	2016
Produit brut Dont primes PAC	**980** 93	**887** 57	**893** 30	**725** 42
Aides découplées	**315**	**249**	**289**	**273**
Charges proportionnelles	**260**	**246**	**249**	**234**
Marge brute	**720**	**640**	**643**	**491**
Marge brute + aides découplées	**1 035**	**889**	**932**	**764**

Les charges opérationnelles sont en baisse depuis quatre ans (voir graphique). Elles se décomposent en 63 €/ha d'engrais, 100 €/ha de semences, 17 €/ha de traitements des cultures, le reste étant constitué de charges diverses.

Les données de marges brutes dans le tableau ci-dessous proviennent d'une dizaine d'exploitations, parmi la totalité de l'échantillon, spécialisé ou non en grandes cultures.

	Surface avec marges	Charges proportionnelles	Dont semences	Marge brute 2016
Blé	234,76	108	47	519
Triticale	63,80	28	16	685
Avoine	45,48	37	23	507
Pois	75,69	145	108	803
Epeautre	28,46	92	49	1 300
Lentilles	40,12	390	302	925
Orge de printemps	30,66	84	52	111

Les surfaces pour lesquelles nous disposons de données sont réduites, et ces informations ne peuvent être qu'indicatives ; elles ne sont pas représentatives.

Synthèse économique et financière

La récolte 2016 est en net recul par rapport à 2015. Le résultat est en baisse.

Les données présentées ci-dessous sont issues de l'échantillon de 70 exploitations spécialisées en grandes cultures. Il s'agit ici des résultats globaux des exploitations, alors que dans les données précédentes nous n'analysions que les résultats de l'atelier grandes cultures.

Nous avons comparé les résultats des exploitations, biologiques et en conversion, aux données observées dans les exploitations conventionnelles de Bourgogne (données issues de l' « Observatoire Prospectif de l'Agriculture Bourgogne-Franche Comté », financé par la région Bourgogne – Franche Comté).

CRITÈRES EN €/HA	R 2016 BIO	*R 2016 Conventionnel*	ÉCARTS
Produit brut	**1 126**	*1 101*	**+ 25**
Dont aides PAC	42	*8*	+ 36
Dont aides découplées	273	*226*	+ 47
Dont aides conversion bio	90		+ 90
Charges proportionnelles	**234**	*508*	**- 274**
Marge brute totale (hors aides découplées)	**619**	*367*	**+ 252**
Charges de structure	**763**	*724*	**+ 39**
Dont main-d'oeuvre	87	*60*	+ 27
Dont mécanisation	414	*412*	+ 2
Dont charges financières	26	*25*	+ 1
EBE	**386**	*127*	**+ 259**
EBE sans aides BIO	**296**	*127*	**+ 169**
Résultat courant	**129**	*- 130*	**+ 259**

Les aides spécifiques de soutien à l'agriculture biologique comprennent les aides à la conversion et les aides au maintien, mais aussi des aides des agences de l'eau, ou certaines MAE versées dans des zones délimitées. En 2016, les aides spécifiques bio sont en moyenne de 90 €/ha, et représentent environ 8 % du produit brut, et 70 % du résultat courant.

Les charges proportionnelles restent nettement inférieures en système biologique. Les charges de structure y sont plus légèrement plus élevées, comme les années précédentes, mais l'écart se réduit.

L'écart entre bio et conventionnel porte surtout sur les frais de main d'œuvre (plus de main d'œuvre dans les exploitations bio). Par contre, les frais de mécanisation sont sensiblement au même niveau par hectare.

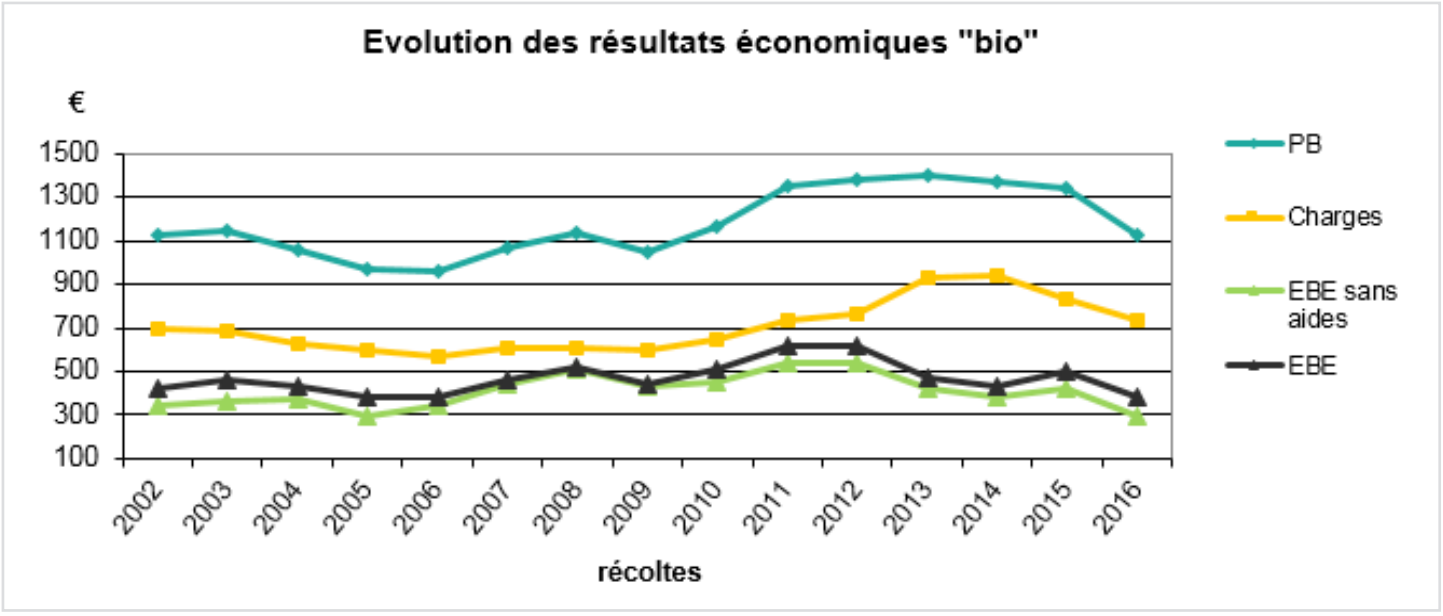
Le tableau suivant permet une comparaison plus fine des charges par hectare entre les exploitations de grandes cultures en agriculture biologiques, et l'échantillon de référence conventionnel (données issues de l' « Observatoire Prospectif de l'Agriculture Bourgogne – Franche Comté», financé par la région Bourgogne – Franche Comté).

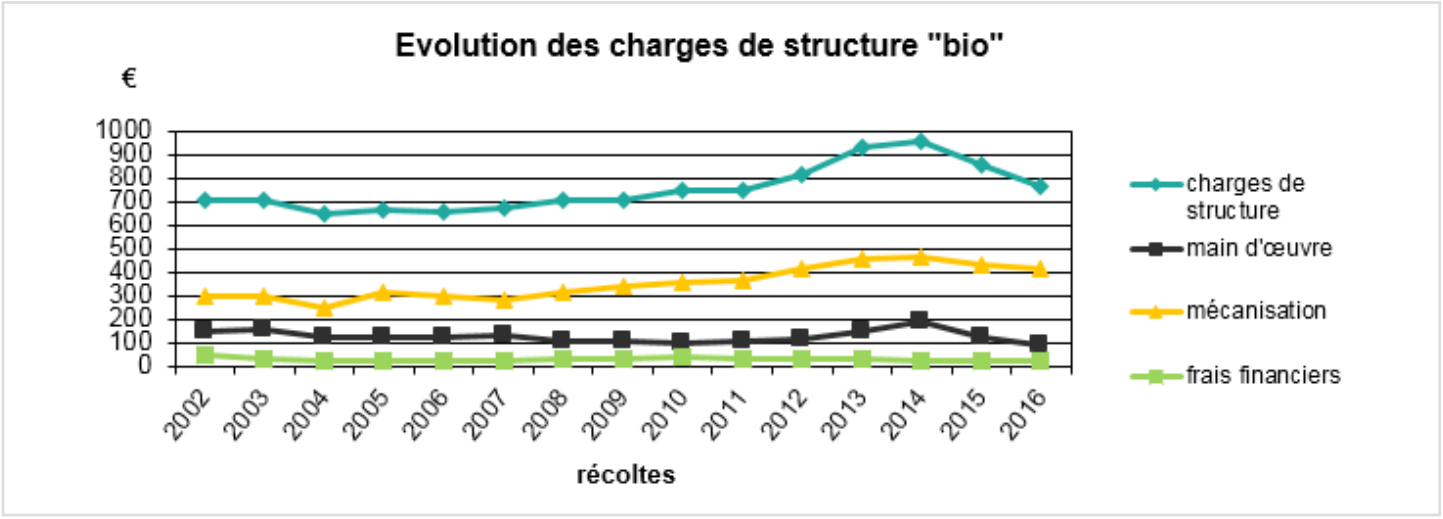
POSTES DE CHARGES EN €/HA	R 2016 BIO	*R 2016 Conventionnel*	ÉCARTS
Charges opérationnelles	**234**	***508***	**- 274**
Engrais	63	*209*	- 146
Semences	100	*61*	+ 39
Traitements	17	*177*	- 160
Autres	53	*61*	- 8
Charges de structure	**763**	***724***	**+ 39**
Carburant - lubrifiants	52	*52*	=
Travaux par tiers	73	*63*	+ 10
Entretien du matériel	64	*56*	+ 8
Autres charges de mécanisation	19	*12*	+ 7
Amortissements du matériel	206	*229*	- 23
TOTAL MÉCANISATION	414	*412*	+ 2
Entretien des bâtiments	4	*3*	+ 1
Location bâtiments	1	*1*	=
Amortissements bâtiments	25	*16*	+ 9
TOTAL BATIMENTS	30	*19*	+ 11
Entretien foncier	2	*1*	+ 1
Fermage	112	*109*	+ 3
Impôts fonciers	3	*4*	- 1
TOTAL FONCIER	117	*115*	+ 2
Eau-Electricité	10	*7*	+ 3
Assurances	33	*34*	- 1
Honoraires	22	*19*	+ 3
Autres frais généraux	25	*20*	+ 5
TOTAL FRAIS GÉNÉRAUX	90	*80*	+ 10
Salaires et charges	37	*21*	+ 16
Cotisations sociales exploitant	50	*39*	+ 11
TOTAL MAIN-D'OEUVRE	87	*60*	+ 27
Frais financiers LMT	18	*16*	+ 2
Frais financiers CT	8	*9*	- 1
TOTAL FRAIS FINANCIERS	26	*25*	+ 1

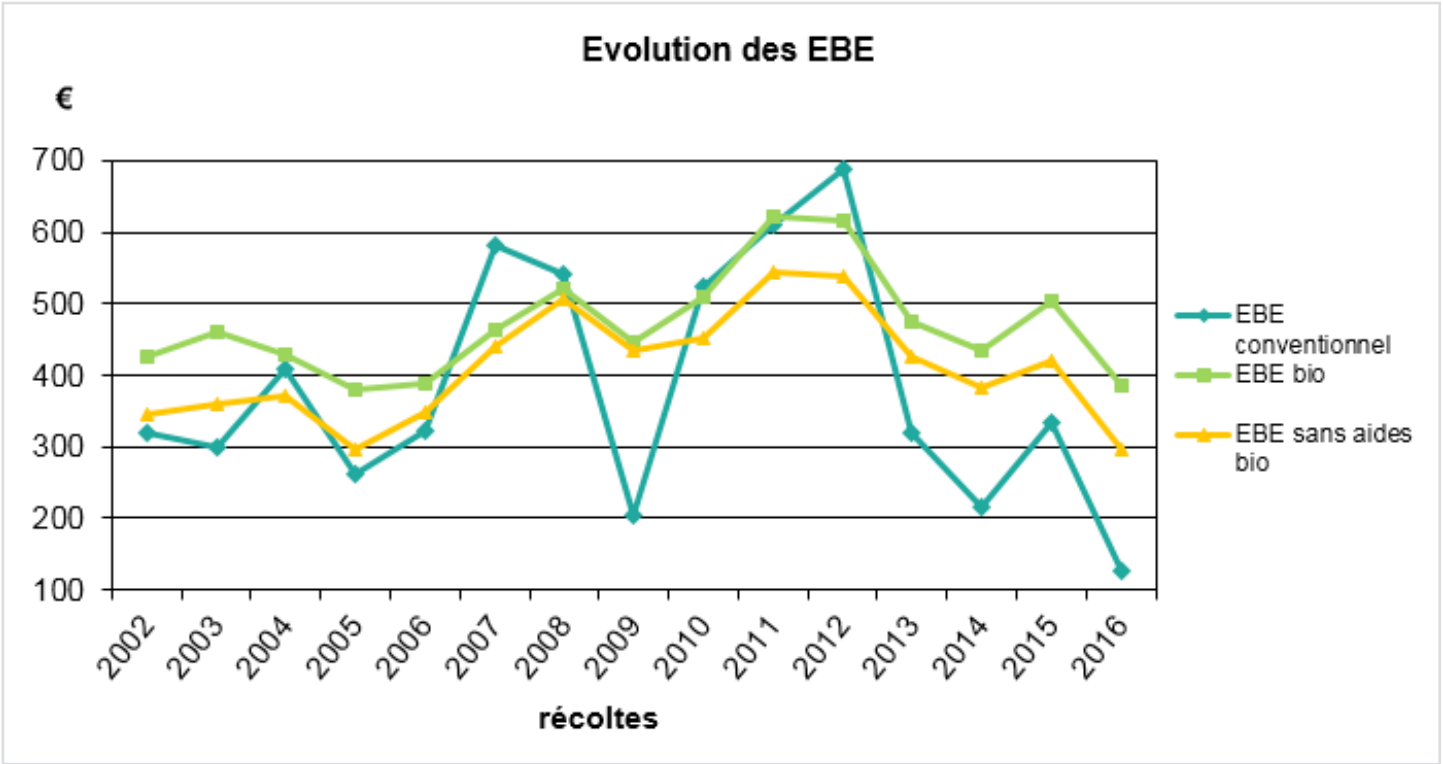
Les charges de structure sont à peine plus élevées dans les exploitations en agriculture biologique. En particulier, les frais de mécanisation sont maintenant au même niveau dans les deux échantillons.

CRITÈRES EN €/HA	R 2013	R 2014	R 2015	R 2016
Produit brut	**1 405**	**1 376**	**1 339**	**1 126**
Dont aides PAC	42	64	11	42
Dont aides découplées	315	299	289	273
Dont aides conversion bio	48	52	84	90
Charges proportionnelles	**309**	**298**	**247**	**234**
Marge brute + aides découplées	**1 096**	**1 078**	**1 092**	**892**
Charges de structure	**928**	**958**	**858**	**763**
Dont main-d'oeuvre	146	189	122	87
Dont mécanisation	458	462	427	414
Dont charges financières	34	25	26	26
EBE	**475**	**434**	**505**	**386**
EBE sans aides BIO	**427**	**382**	**421**	**296**
Résultat courant	**168**	**120**	**234**	**129**

La baisse des charges de structure est très marquée dans les exploitations en agriculture biologique depuis plusieurs années, peut-être en lien avec la conversion de structures plus importantes. Cette diminution des charges de structure permet au résultat courant 2016 de rester au niveau du résultat courant 2014, malgré une baisse sensible du produit brut.


Evolution des résultats économiques "bio"
€
1500
1300
1100
900
700
500
300
100
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
récoltes
PB
Charges
EBE sans aides
EBE


Evolution des charges de structure "bio"
€
1000
900
800
700
600
500
400
300
200
100
0
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
récoltes
charges de structure
main d'œuvre
mécanisation
frais financiers


Evolution des EBE
€
700
600
500
400
300
200
100
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
récoltes
EBE conventionnel
EBE bio
EBE sans aides bio

La trésorerie

La rentabilité reste meilleure dans les exploitations en agriculture biologique, où elle se maintient au-dessus de 30%.

	R 2016 BIO	*R 2016 Conventionnel Bourgogne*	ÉCARTS
EBE/ha en € EBE sans aides bio/ha en €	**386** 296	***127*** *127*	**+ 259** + 169
- Annuités/ha en € **= Solde disponible/ha en €** solde disponible sans aides bio/ha	**185** **201** 111	***185*** ***- 58*** *- 58*	**=** **+ 259** + 169
EBE par UTAF en €	46 900	*17 400*	+ 29 500
Résultat courant/UTAF en €	**15 700**	*- 17 800*	**+ 33 500**
EBE/produit brut en %	**34**	***12***	**+ 22**
Annuités/EBE en %	**48**	***145***	**- 97**
Taux d'endettement en %	**61**	***66***	**- 5**

La rentabilité des exploitations de grandes cultures en agriculture biologique est en baisse par rapport à l'an dernier, mais reste d'un très bon niveau, à 34%, et à 29% sans les aides bio. En conventionnel, la rentabilité est en chute libre pour la récolte 2016, à 12%.

Comme les autres années, l'endettement n'est pas significativement différent entre nos deux échantillons.

Le ratio annuité/EBE est affecté par les variations importantes de l'EBE. Ramenées à l'hectare, les annuités sont au même niveau dans nos deux échantillons.
Le résultat courant par hectare diminue dans les exploitations en agriculture biologique, mais en moyenne, il reste positif, alors qu'il devient largement négatif dans les exploitations conventionnelles.

	R 2013	R 2014	R 2015	R 2016
EBE/ha en € EBE sans aides bio/ha en €	**475** 427	**434** 382	**505** 421	**386** 296
- Annuités/ha en € **= Solde disponible/ha en €** solde disponible sans aides bio/ha	**254** **221** 173	**224** **210** 158	**206** **299** 215	**185** **201** 111
EBE par UTAF en €	50 600	45 100	58 100	46 900
Résultat courant/UTAF en €	**17 500**	**15 900**	**27 300**	**15 700**
EBE/produit brut en %	**34**	**31**	**38**	**34**
Annuités/EBE en %	**53**	**51**	**41**	**48**
Taux d'endettement en %	**49**	**49**	**53**	**61**

Le bilan

Les exploitations biologiques mobilisent moins de capitaux que les exploitations conventionnelles, du fait d'une surface exploitée moins importante.

	R 2016 BIO	*R 2016 Conventionnel*	ÉCARTS
Actif en €	371 500	*401 300*	- 29 800
Capitaux propres	144 800	*136 400*	+ 8 400
Emprunts long et moyen terme Dettes à court terme	112 700 114 000	*264 900*	- 38 200
Taux d'endettement % Dont court terme %	61 31	*66*	- 5

L'actif total des exploitations de l'échantillon grandes cultures en agriculture biologique (70 exploitations) est inférieur à celui des exploitations de l'échantillon conventionnel.

Rapporté à la surface moyenne exploitée, l'écart s'inverse et est moindre : 2 307 €/ha en agriculture biologique contre 2 267 € par hectare en conventionnel. Il s'agit ici du capital d'exploitation, hors foncier. En conventionnel comme en bio, le capital d'exploitation engagé, qui avait fortement augmenté ces dernières années est en repli sur 2016.

Le taux d'endettement des exploitations conventionnelles reste supérieur à celui observé dans les exploitations en agriculture biologique. Ces taux sont en hausse pour les deux échantillons.

Perspectives

A défaut d'avoir une visibilité sur le niveau des aides publiques aux exploitations en agriculture biologique, nous souhaitons donner des éléments de réflexion aux agriculteurs qui se posent la question de la conversion de leur exploitation. Pour cela, tentons de projeter les résultats pour les récoltes 2017 et 2018.

Pour la prévision qui suit, nous avons retenu, pour estimer l'évolution des produits, les rendements en hausse de 50% pour la récolte 2017 qui a été bonne, et un retour à la moyenne des rendements en 2018. Pour les prix de vente, nous avons retenu la stabilité pour la récolte 2017, et une baisse de 2 à 5% pour 2018, compte tenu du risque d'afflux de marchandise sur le marché, suite à la vague de conversion qui ne se dément pas.
Les aides PAC sont attendues en baisse de 3% pour 2017, et stables pour 2018.

Une grande incertitude persiste sur les aides à l'agriculture biologique. Le plafonnement va pénaliser les plus grandes structures. Il sera levé dans certains bassins versants pour la récolte 2017, comme en 2016. Qu'en sera-t-il pour 2018 ? Nous retenons dans cette approche une stabilité des aides à l'agriculture biologique par rapport au niveau de 2016. Compte tenu des incertitudes sur les aides, il sera plus pertinent de regarder les résultats avant aides spécifiques.
Les charges opérationnelles sont attendues stables pour 2017 et 2018.

Du coté des charges de structure, on s'attend également à une stabilité pour 2016 et une petite hausse pour 2018.

CRITÈRES EN €/HA	R 2014	R 2015	R 2016	R 2017 prévision	R 2018 prévision
Produit brut	**1 376**	**1 339**	**1 126**	**1 295**	**1 205**
Dont aides PAC couplées	64	11	42	40	40
Dont aides PAC découplées	299	289	273	265	265
Dont aides spécifiques bio	52	84	90	90	90
Charges proportionnelles	**298**	**247**	**234**	**250**	**250**
Marge brute hors aides	**663**	**708**	**487**	**650**	**560**
Marge brute hors aides découplées	**779**	**803**	**619**	**780**	**690**
Marge brute + aides découplées	**1 078**	**1 092**	**892**	**1 045**	**955**
Charges de structure	**958**	**858**	**763**	**770**	**780**
Dont main d'œuvre	189	122	87	87	98
Dont mécanisation	462	427	414	420	420
Dont charges financières	25	26	26	26	26
EBE	**434**	**505**	**386**	**535**	**440**
EBE sans aides BIO	**382**	**421**	**296**	**445**	**350**
Résultat courant	**120**	**234**	**129**	**250**	**150**

Le résultat 2017 est attendu en nette progression, du fait d'une bonne récolte et de prix qui restent élevés pour la plupart des productions. Les charges devraient rester contenues. Pour 2018, il est possible que l'on retrouve des résultats comparables à ceux de la récolte 2016 ou 2014.

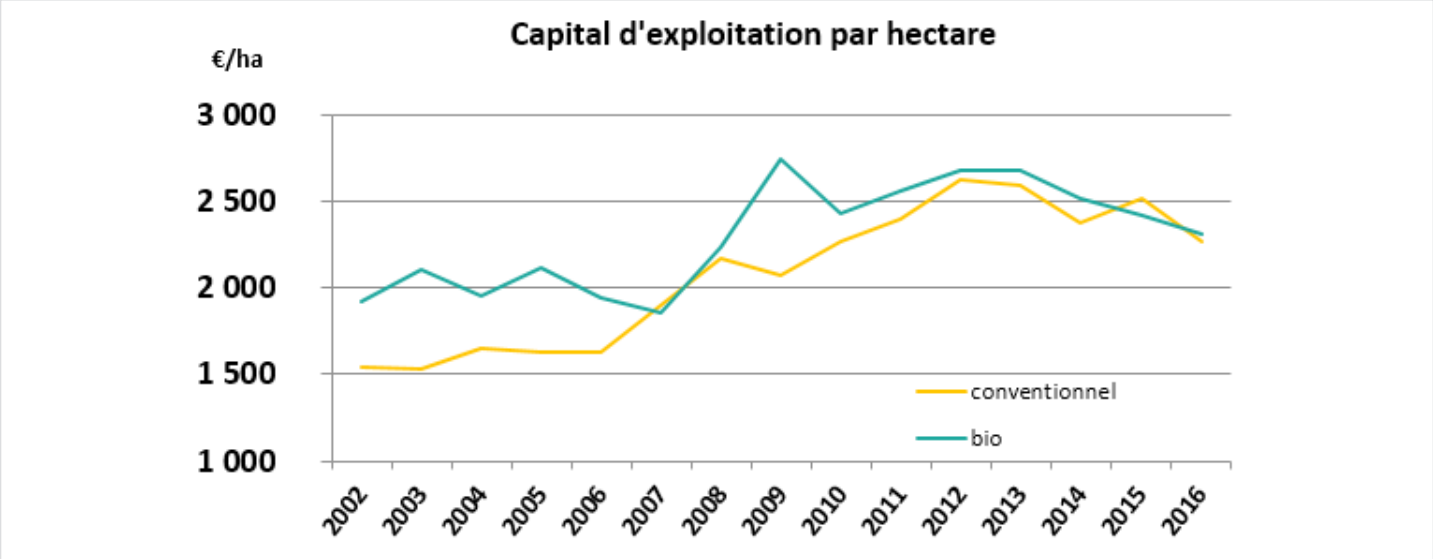
Il reste indispensable, avant toute décision de conversion, de bien prendre en compte la situation de départ de l'exploitation, et de s'entourer de tous les conseils techniques et économiques nécessaires.

Evolution financière comparée des exploitations bio et conventionnelles

Il s'agit de comparer certaines données financières entre l'échantillon biologique et l'échantillon conventionnel (groupe grandes cultures de l'observatoire prospectif de l'agriculture Bourgogne-Franche Comté).

LA BAISSE DES CAPITAUX ENGAGÉS PAR HECTARE SE CONFIRME

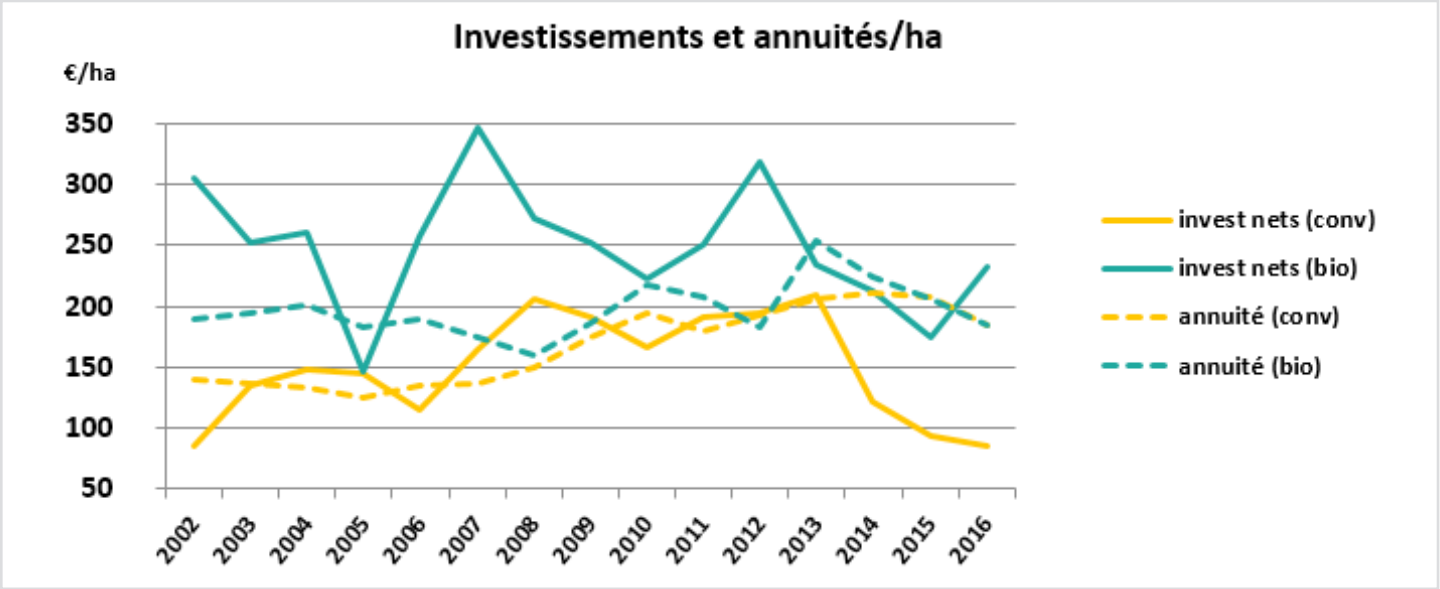
Dès 2002, le capital engagé par hectare était voisin de 2000 €/ha dans les exploitations bio, alors qu'il n'était encore que de 1 600 €/ha dans les exploitations conventionnelles. Pour les deux groupes, on assiste depuis 2012 à une tendance à la diminution du capital engagé par hectare. Cette diminution se confirme avec les résultats 2016.



Sur une période de six ans, entre 2006 et 2012, le capital engagé a augmenté de plus de 1 000 €/ha dans les exploitations conventionnelles, ce qui correspond à une capitalisation de l'ordre de 170 000 €. Dans le même temps, il a augmenté de 600 €/ha dans les exploitations en agriculture biologique. Cette capitalisation, favorisée par les politiques fiscales et par les bons résultats entre 2007 et 2012, semble marquer le pas depuis. Entre-t-on dans une période de décapitalisation dans les exploitations de grandes cultures ?

ANNUITÉS ET INVESTISSEMENTS PLUS FORTS EN BIO

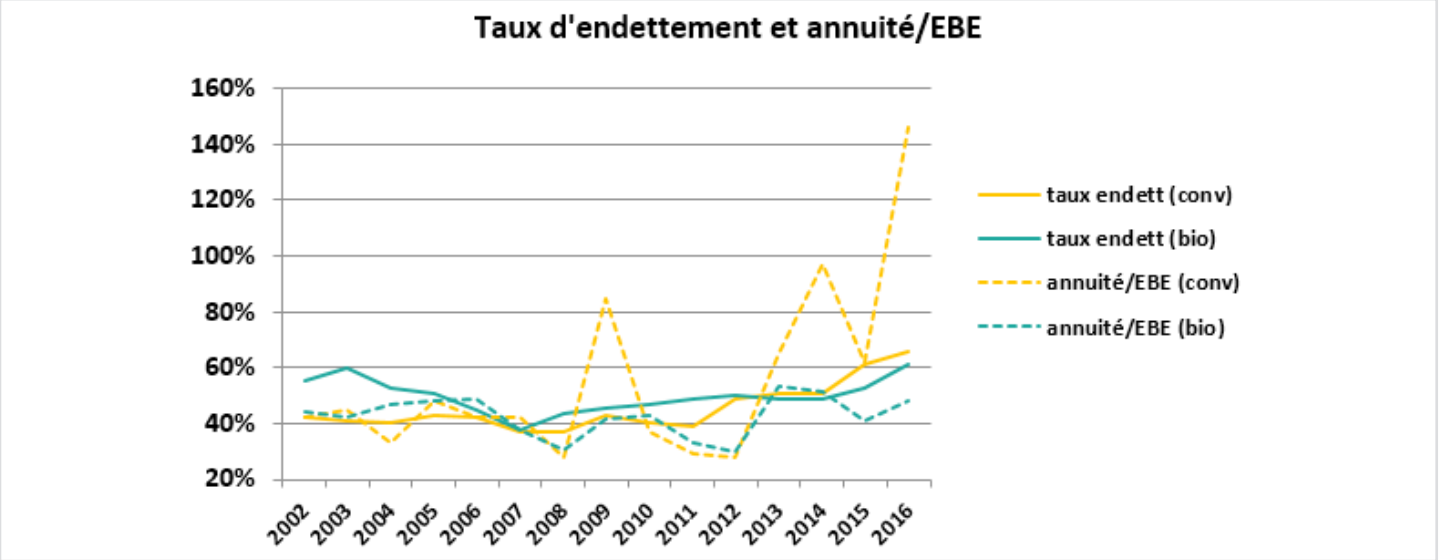
Sur les années étudiées, et avec les échantillons étudiés, l'investissement par hectare a toujours été plus élevé dans les exploitations en agriculture biologique que dans les exploitations conventionnelles. C'est encore le cas en 2015, même si le ralentissement des investissements se confirme.
L'annuité par hectare se situe sensiblement au même niveau dans les deux échantillons, pour 2015, à 206-207 €/ha.



UN TAUX D'ENDETTEMENT TOUJOURS EN HAUSSE ET UN RATIO ANNUITÉ/EBE TRÈS VOLATIL EN CONVENTIONNEL

On constate pour les deux échantillons une hausse constante du taux d'endettement, qui a gagné 20 points en 10 ans ! Rappelons ici qu'il s'agit là d'une moyenne, qui cache sans doute des situations très délicates, avec des endettements proches ou supérieurs à 100%.

Le ratio annuité sur EBE reste relativement stable dans les exploitations en agriculture biologique, entre 30 et 50% sur les 15 ans de l'étude. En conventionnel, par contre, il subit la très forte volatilité des résultats constatée depuis dix ans.
Le disponible pour le privé est ainsi plus important en moyenne dans les exploitations en agriculture biologique depuis 2013.



LA PRODUCTION VITICOLE

Cet échantillon est issu d'exploitations viticoles de trois vignobles différents :

- Saône et Loire : vin de Bourgogne et Mâcon : 10 exploitations
- Yonne : Chablis et Crémant : 16 exploitations
- Marne : Champagne : 5 exploitations

Les résultats sont issus de la vendange 2016. Les résultats de chaque vignoble ont été analysés séparément compte tenu de leur spécificité.

Les moyens de production

Année de récolte 2016

TAILLE ÉCHANTILLON	Groupe complet 31	Bourgogne, Mâcon 10	Chablis, Crémant 16	Champagne 5
Main d'oeuvre				
Nombre d'UTH	4,93	3,95	6,24	2,66
Dont UTH familiaux	1,21	1,20	1,22	1,00
UTH salarié par différence	3,72	2,75	5,02	1,66
SAU	**13,91**	**11,92**	**18,42**	**3,46**
Surface en production viticole	12,12	9,77	16,31	3,37
Surface en fermage - métayage	11,06	9,19	13,76	3,57
Surface appellation régionale	4,28	5,39	3,87	3,57
Surface appellation communale	8,1	4,39	12,45	

Les surfaces par UTH sont plus importantes pour les vignobles de Bourgogne/Mâcon et Chablis/Crémant qu'en Champagne du fait de la possibilité d'utiliser plus de mécanisation.

Données technico-économiques

	Groupe complet	Bourgogne, Mâcon	Chablis, Crémant	Champagne
Rendement en Kg/ha				9 901
Rendement en Hl/ha	43,55	35,16	43,91	63,12
Nombre bouteilles vendues	34 585	21 767	60 089	10 576
Prix de vente des bouteilles en € HT/bout.	9,95	9,50	7,70	25,32
Volume bouteilles vendues % récolte	69 %	91 %	91 %	58 %

Derrière cette valorisation moyenne, se cache un savoir-faire et de la notoriété. Les produits se valorisent de 6 à 12 € HT/bouteille en Chablis/Crémant, de 7 à 15 € HT/ bouteille en Bourgogne/Mâcon et de 18 à 40 € HT/bouteille en Champagne.

Le compte de résultat

LE COMPTE DE RÉSULTAT EN €/HA	Groupe complet	Bourgogne, Mâcon	Chablis, Crémant	Champagne
Produit brut total	**34 634**	**34 451**	**28 980**	**123 689**
Dont aides CAB	620	57	547	
Charges opérationnelles	**5 698**	**5 822**	**5 887**	**2 122**
Dont engrais	538	371	594	645
Dont semences	197	131	198	
Dont produits de traitement	582	397	647	643
Dont fournitures - emballages - bouteilles totaux	2 771	2 982	2 701	841
Dont autres charges opérationnelles totales	4 183	1 941	1 747	
Marge brute totale	**27 965**	**28 211**	**22 230**	**115 717**
Charges de structure	**26 112**	**21 559**	**23 959**	**84 250**
Dont carburants - lubrifiants	337	222	370	518
Dont travaux par tiers	290	128	36	5 177
Dont entretien du matériel	1 383	1 076	1 427	2 498
Dont locations - autres charges mécanisation	118	177	95	143
Dont amortissements du matériel	3 046	3 068	2 770	7 223
Dont entretien bâtiments	121	173	89	312
Dont locations - autres charges bâtiments	41	22	47	
Dont amortissements bâtiments	997	553	910	4 953
Dont entretien foncier	21	51	1	166
Dont fermage	3 991	4 641	3 506	9 736
Dont impôts fonciers	20	39	12	34
Dont eau-électricité	335	228	325	1 139
Dont assurances	536	450	479	1 934
Dont honoraires et frais généraux	2 218	1 323	1 783	14 252
Dont salaires et charges salariées	8 315	7 551	7 566	24 470
Dont cotisations sociales exploitant	1 503	1 347	1 117	8 402
Dont frais financiers fonciers	4	14		
Dont frais financiers autres LMT	457	228	424	2 464
Dont frais financiers CT	108	114	91	332
Excédent brut d'exploitation	**7 805**	**11 270**	**3 513**	**54 285**
Résultat courant	**3 018**	**7 216**	**- 865**	**38 846**

La trésorerie

	Groupe complet	Bourgogne, Mâcon	Chablis, Crémant	Champagne
EBE/ha en € **- Annuités/ha en €** **= Solde disponible/ha en €**	**7 805** **4 881** **2 969**	**11 270** **4 085** **7 185**	**3 513** **4 008** **- 495**	**54 285** **23 074** **31 211**
EBE/UTAF en € Disponible/UTAF en €	78 182 27 087	91 756 57 792	46 967 - 3 613	182 942 90 079
Résultat courant/UTAF en €	**30 226**	**58 754**	**- 11 569**	**130 913**
EBE/produit en %	**18**	**23**	**7**	**41**
Annuités/EBE en %	**15**	**24**	**24**	**66**

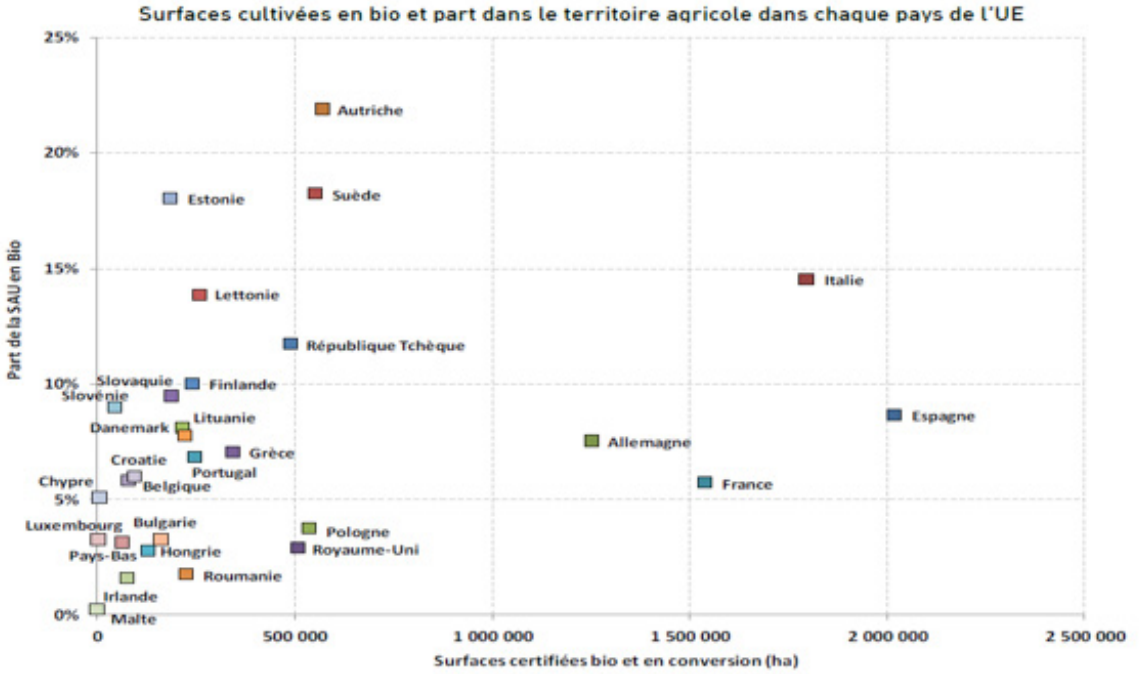
Le ratio EBE / produit oscille entre 31 et 38 % selon le vignoble. Le résultat par ha est le plus élevé en Champagne.

Le bilan

	Groupe complet	Bourgogne, Mâcon	Chablis, Crémant	Champagne
Actif en milliers € **Capitaux propres** en milliers €	**959** **466**	**525** **277**	**1 261** **606**	**862** **403**
Emprunt LMT en milliers € Dettes à court terme	**255** 238	**123** 125	**315** 340	**322** 137
Taux d'endettement en % Dont endettement CT en %	**52** 25	**47** 24	**52** 27	**53** 16

CONJONCTURE DE LA FILIÈRE BIO 2017

La France est le 3ème pays de l'UE en surfaces engagées en Bio.

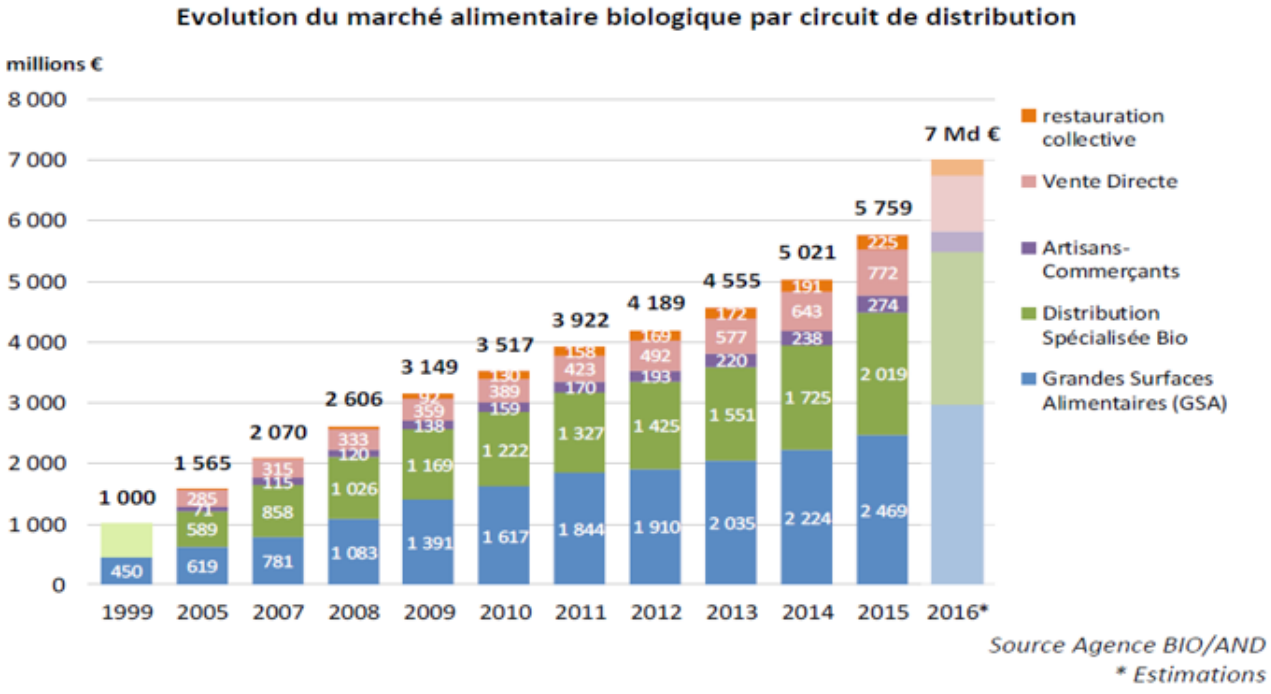


Source : Agence BIO d'après différentes sources européennes

Au 31 décembre 2017, l'agriculture biologique en France comptait :

- **36 664 producteurs**, soit + 13 % par rapport à fin 2016.
- **17 276 opérateurs de l'aval** (transformateurs, distributeurs et importateurs), soit + 16 % par rapport à fin 2016.

En fin d'année 2017, la SAU est estimée à plus de 1,8 millions d'hectares. La part de la SAU française en bio atteindrait ainsi 6.5 % de la SAU totale.



Source Agence BIO/AND
** Estimations*

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

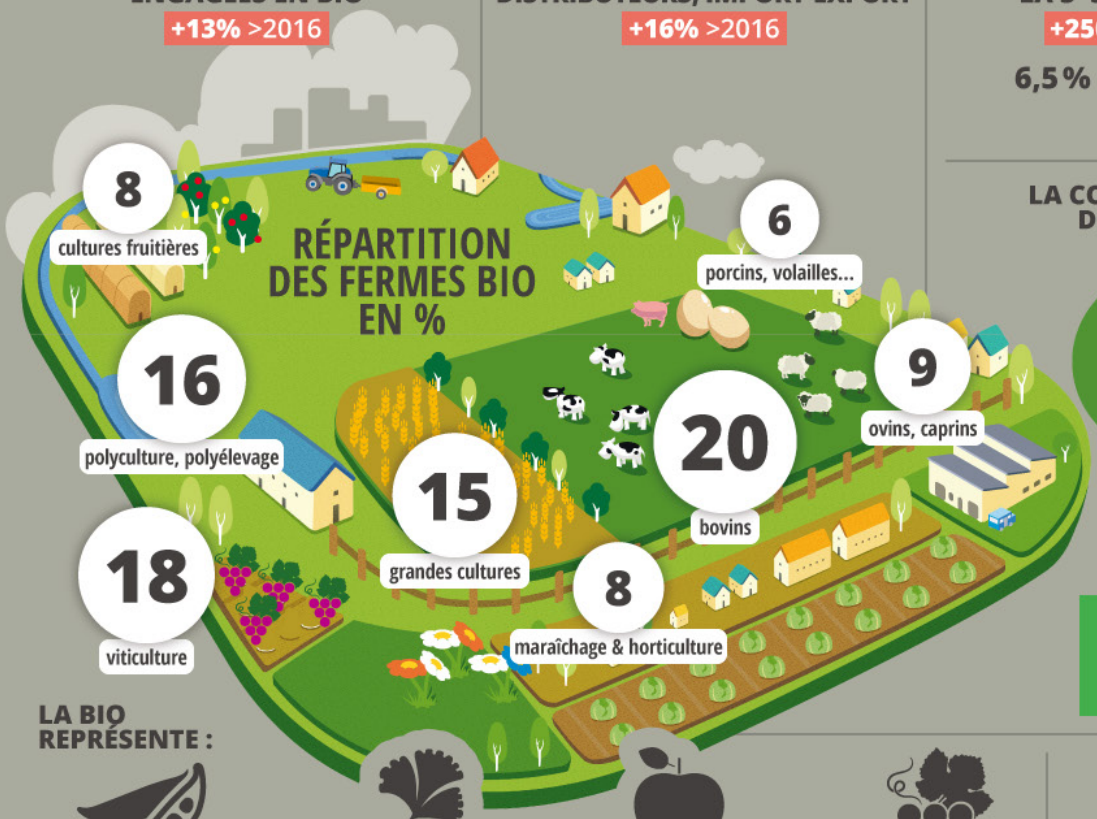
SOURCES : AGENCE BIO, 2017, RGA 2010

36 664
EXPLOITATIONS ENGAGÉES EN BIO
+13% >2016

17 276
TRANSFORMATEURS, DISTRIBUTEURS, IMPORT-EXPORT
+16% >2016

1,8 million
D'HECTARES SOIT LA 3E SURFACE DE L'UE
+250 % 2007>2017

6,5 % DE LA SURFACE AGRICOLE UTILE FRANÇAISE



LA CONSOMMATION DE PRODUITS BIO PÈSE

8 MILLIARDS D'EUROS

LA BIO REPRÉSENTE :

34% DES PRODUCTEURS DE LÉGUMES SECS

18% DES PRODUCTEURS DE PLANTES À PARFUM, AROMATIQUES & MÉDICINALES

17% DES PRODUCTEURS DE FRUITS FRAIS

15% DES APICULTEURS

1 EXPLOITANT BIO SUR 3 EST ÉLEVEUR

71% DES PRODUITS BIO CONSOMMÉS PROVIENNENT DE FRANCE

LAIT ET PRODUITS LAITIERS → **95%**

ŒUFS, VIANDES, VINS & ALCOOLS → **100%**

DE CES ALIMENTS BIO CONSOMMÉS EN FRANCE SONT

PREMIÈRES SUPERFICIES AGRICOLES BIO AU MONDE

SOURCE : IFOAM / FIBL 2015

1er	2e	3e	3e	7e
AUSTRALIE	**ARGENTINE**	**ÉTATS-UNIS**	**ESPAGNE**	**FRANCE**
22,7 millions d'ha	3,1 millions d'ha	2,0 millions d'ha	2,0 millions d'ha	1,8 million d'ha
5,6% DE LA SAU	**2,1% DE LA SAU**	**0,6% DE LA SAU**	**8,2% DE LA SAU**	**6,5% DE LA SAU**

La mixité : un moyen d'entrer dans la démarche progressivement

Selon les systèmes d'exploitation, la mixité permet de faire évoluer une branche d'activité de l'exploitation vers du bio sans remettre tout en cause. La démarche bio nécessitant une technicité plus rigoureuse.

La mixité des exploitations Bio encadrée par la réglementation

L'article 11 du réglement 834/2007 précise: *«une exploitation peut être scindée en unités clairement distinctes ou en sites de production aquacole, qui ne sont pas tous gérés selon le mode de production biologique. Pour les animaux, il doit s'agir d'espèces distinctes. Pour l'aquaculture, les mêmes espèces peuvent être concernées, pour autant qu'il y ait une séparation adéquate entre les sites de production. Pour les végétaux, il doit s'agir de variétés différentes pouvant facilement être distinguées.*

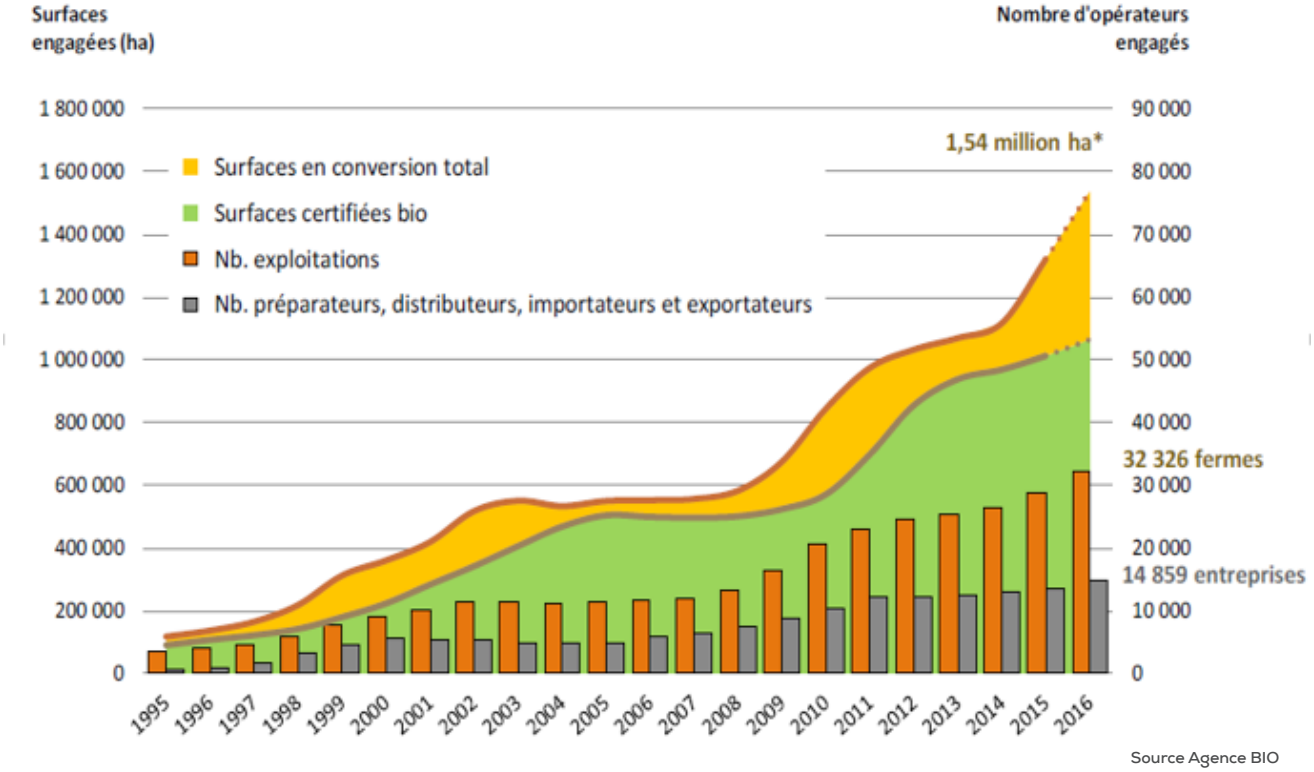
Lorsque, en application du paragraphe 2, les unités d'une exploitation ne sont pas toutes affectées à la production biologique, l'opérateur sépare les terres, les animaux et les produits qui sont utilisés pour les unités biologiques ou qui sont produits par ces unités, et il tient un registre ad hoc permettant d'attester cette séparation.»

Lors du processus de certification: *les clients mixtes sont identifiés lors de leur engagement car la mixité entraîne un renforcement éventuel des mesures de contrôles (audits supplémentaires, analyses, contrôles des flux).*

Augmentation du nombre de producteurs en 2017 : + 13 %

Tout exploitant qui souhaite s'engager dans la démarche, doit s'assurer que le débouché et le prix espéré de la production puissent être tenus.

Évolution depuis 1995 du nombre d'opérateurs et des surfaces engagés en bio



Source Agence BIO

Évolution dans les départements participants à l'étude

Nombre d'opérateurs et surfaces (ha) engagés dans la production biologique en 2016.

		Nb. exploitations		Surfaces certifiées bio		Surfaces en conversion			Surfaces certifiées + conversion			Nb. transformateurs	Nb. distributeurs
						C1	C2 et C3	Total C123					
		2016	Evol./ 15	2016	Evol./ 15	2016		2016	Evol./ 15	2016	Evol./ 15	% SAU	
67	BAS-RHIN	301	6,7 %	12 157	2,5 %	1 524	922	2 446	54 %	14 603	8,6 %	7,4 %	189	68
68	HAUT-RHIN	355	6,3 %	6 669	- 0,2 %	915	473	1 388	107 %	8 056	9,6 %	5,8 %	122	70
08	ARDENNES	166	9,2 %	7 664	6,6 %	1 952	1 840	3 792	53 %	11 455	18,5 %	3,8 %	37	10
10	AUBE	110	29,4 %	2 583	6,2 %	1 151	1 750	2 901	54 %	5 484	27,1 %	1,5 %	53	16
51	MARNE	207	1,5 %	3 910	14,8 %	813	1 462	2 274	3 %	6 185	10,2 %	1,1 %	93	31
52	HAUTE-MARNE	100	16,3 %	5 545	1,9 %	1 685	1 916	3 601	61 %	9 145	19,1 %	3,0 %	16	9
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	165	17,9 %	6 426	9,4 %	3 339	4 201	7 540	56 %	13 966	30,4 %	5,2 %	44	24
55	MEUSE	113	25,6 %	6 208	10,2 %	1 588	1 342	2 930	47 %	9 138	19,8 %	2,8 %	21	10
57	MOSELLE	198	23,8 %	11 713	3,2 %	5 951	1 688	7 640	263 %	19 353	43,8 %	6,1 %	77	28
88	VOSGES	246	13,9 %	13 813	9,6 %	3 634	1 779	5 412	67 %	19 225	21,3 %	8,6 %	43	23
GRAND EST		**1 961**	**12,1 %**	**76 687**	**5,8 %**	**22 551**	**17 373**	**39 925**	**72 %**	**116 612**	**21,8 %**	**3,9 %**	**695**	**289**
75	PARIS	1	-	c	-	c	-	c	-	c	-	-	283	166
77	SEINE-ET-MARNE	112	13,1 %	4 066	11,1 %	735	1 007	1 742	54 %	5 808	21,2 %	1,7 %	113	51
78	YVELINES	54	14,9 %	2 517	27,2 %	433	619	1 051	17 %	3 569	24,1 %	4,0 %	122	57
91	ESSONNE	60	11,1 %	2 335	9,3 %	909	270	1 180	148 %	3 515	34,5 %	4,2 %	85	56
92	HAUTS-DE-SEINE	3	-	0	-	0	0	0	-	0	-	0,6 %	137	80
93	SEINE-SAINT-DENIS	4	0,0 %	3	- 94,3 %	1	0	1	-	4	- 92,2 %	0,5 %	69	25
94	VAL-DE-MARNE	7	- 12,5 %	44	- 23,0 %	0	1	1	- 99 %	46	- 81,0 %	4,2 %	123	125
95	VAL-D'OISE	15	25,0 %	635	2,6 %	116	0	116	1 342 %	751	19,8 %	1,3 %	59	28
ILE-DE-FRANCE		**256**	**14,3 %**	**9 601**	**12,9 %**	**2 194**	**1 898**	**4 092**	**52 %**	**13 693**	**22,2 %**	**2,4 %**	**991**	**588**
59	NORD	256	21,9 %	5 322	6,3 %	2 224	879	3 103	162 %	8 425	36,1 %	2,4 %	263	84
62	PAS-DE-CALAIS	149	14,6 %	2 660	0,0 %	598	146	744	246 %	3 404	18,4 %	0,7 %	174	54
02	AISNE	103	15,7 %	2 320	4,0 %	499	679	1 178	40 %	3 498	13,8 %	0,7 %	49	19
60	OISE	96	17,1 %	4 840	3,4 %	1 574	466	2 039	252 %	6 880	30,8 %	1,9 %	76	36
80	SOMME	117	14,7 %	2 656	8,5 %	905	416	1 321	100 %	3 977	28,0 %	0,9 %	71	11
HAUTS-DE-FRANCE		**721**	**17,6 %**	**17 799**	**4,5 %**	**5 799**	**2 586**	**8 384**	**141 %**	**26 184**	**27,7 %**	**1,2 %**	**633**	**204**
21	CÔTE-D'OR	399	17,4 %	13 498	2,6 %	4 622	5 097	9 719	58 %	23 217	20,3 %	5,1 %	112	55
58	NIEVRE	166	15,3 %	8 232	- 5,6 %	2 361	2 483	4 844	78 %	13 076	14,3 %	3,5 %	29	7
71	SAÖNE-ET-LOIRE	277	8,6 %	7 488	- 2,7 %	3 678	3 502	6 179	55 %	13 667	17,1 %	2,6 %	106	35
89	YONNE	287	4,0 %	16 651	0,5 %	2 702	4 137	6 839	30 %	23 490	7,5 %	5,6 %	52	16
25	DOUBS	172	11,7 %	9 485	4,1 %	955	564	1 519	55 %	11 003	9,0 %	5,0 %	85	26
39	JURA	260	10,2 %	11 523	5,4 %	2 023	2 350	4 373	46 %	16 897	13,6 %	8,9 %	72	30
70	HAUTE-SAÖNE	222	15,0 %	12 398	1,1 %	4 745	5 069	9 814	66 %	22 213	22,3 %	9,4 %	37	17
90	TERRITOIRE DE BELFORT	16	23,1 %	584	10,5 %	514	9	523	811 %	1 106	89,0 %	5,5 %	11	4
BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE		**1 799**	**11,7 %**	**80 878**	**1,2 %**	**20 600**	**23 211**	**43 811**	**56 %**	**124 669**	**15,5 %**	**5,1 %**	**504**	**190**

Source Agence BIO

Les aides à la production Bio

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Pour la programmation 2015-2020, les aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique sont financées avec le 2e pilier (développement rural) de la PAC. Elles font l'objet d'une **mesure dédiée du règlement de développement rural**, selon des principes similaires aux mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC).

Elles visent à **compenser tout ou une partie des surcoûts et manques à gagner** liés à l'adoption ou au maintien des pratiques de l'agriculture biologique, ceci en comparaison avec les pratiques de l'agriculture conventionnelle.

Sur l'ensemble du territoire hexagonal, les aides à la conversion et au maintien sont ouvertes dans tous les **programmes de développement rural (PDR)** élaborés par les Régions, autorités de gestion du FEADER pour la nouvelle programmation, sur la base d'un cahier des charges établi par l'état, en concertation avec les différents partenaires.

LES AIDES À LA CONVERSION ET AU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

A partir de 2015, les **nouveaux engagements sont pris pour une durée de 5 ans et sont localisés à la parcelle**. Pour les agriculteurs ayant bénéficié dans le cadre des paiements directs du soutien à l'agriculture biologique (SAB) au jour de la précédente programmation, la durée des engagements pris en 2015 a été adaptée de manière à assurer la continuité avec la programmation précédente.

L'aide à la conversion est accessible à tout agriculteur souhaitant s'engager dans ce mode de production.

L'aide au maintien est activée sur l'ensemble du territoire national mais les autorités de gestion ont la possibilité de la mettre en œuvre de manière ciblée, en s'appuyant sur des critères de priorisation des dossiers : par exemple en donnant la priorité aux projets localisés dans les zones à fort enjeu environnemental, aux projets relevant d'une démarche collective ou d'une logique de structuration économique de certaines filières.

LES MONTANTS D'AIDES

Les montants unitaires d'aide par hectare, calculés conformément à la réglementation européenne, ont globalement été **revalorisés** par rapport à la programmation précédente. Ils résultent du calcul d'un différentiel de marge brute entre production conventionnelle et production biologique, auquel s'ajoutent les surcoûts de main d'œuvre liés à la mise en œuvre des itinéraires techniques bio lorsque ces derniers sont avérés : lorsque cela était pertinent, les coûts de transaction (qui recouvrent le temps passé par le producteur pour élaborer et suivre son projet d'un point de vue technique et administratif) ont également été pris en compte.

Ces montants unitaires ont été déterminés de façon à maintenir un différentiel cohérent entre les aides à la conversion et les aides au maintien, et s'appliquent dans toutes les régions de l'hexagone.

Pour les aides au maintien et à la conversion, si les Régions le souhaitent, il est possible de mettre en place un plafonnement par exploitation.

Au total, les aides en faveur de la conversion et du maintien de l'agriculture biologique représenteront **160 millions d'euros par an** (crédits européens et contreparties nationales) versés en moyenne sur la période 2015-2020, à comparer aux 90 millions d'euros versés en 2012.

JE SUIS AGRICULTEUR ET JE SOUHAITE BÉNÉFICIER DES AIDES À LA CONVERSION OU AU MAINTIEN, COMMENT FAIRE ?

- Préalablement à la demande d'aide, notifier son activité auprès de l'Agence Bio (http://www.agencebio.org) et s'engager auprès d'un organisme certificateur.

- Prendre connaissance du cahier des charges de la mesure et des modalités retenues dans ma région.

- Me préparer à déposer une demande d'aide dans le cadre du dossier PAC 2018, entre le 1er avril et le 15 mai 2018.

	Montant des aides à la conversion (en €/ha/an)		Montant des aides au maintien (en €/ha/an)	
Catégorie de couvert	2011-2014	2015-2020	2011-2014	2015-2020
Maraîchage et arboriculture *+ semences potagères et de betterave industrielle à partir de 2015*	900	900	590	600
Cultures annuelles *+ semences de céréales, protéagineux et fourragères à partir de 2015*	200	300	100	160
Cultures légumières de plein champ	350	450	150	250
Viticulture	350	350	150	150
Prairies associées à un atelier d'élevage	100	130	80	90
Landes, estives et parcours	50	44	25	35
PPAM* 1 *(Lavande, lavandin,chardon marie, cumin, carvi, fenouil, psyllium, sauge sclarée)*	350	350	150	240
PPAM* 2 *(Autres plantes à parfum, aromatiques et médicinales)*	350	900	150	600

** PPAM : Plantes à parfum, aromatiques et médicinales*

Version révisée janvier 2017

LE CRÉDIT D'IMPOT

Tout producteur certifié en agriculture biologique peut bénéficier d'un crédit d'impôt de la part de l'Etat, sous certaines conditions. Notamment, au moins 40% des recettes de l'entreprise doivent provenir d'une activité certifiée AB. A titre indicatif, pour 2018, son montant était plafonné à 4000 €.

Le crédit d'impôt n'est pas une déduction fiscale, vous pouvez en bénéficier même si vous ne payez pas d'impôt. De plus, si vous avez omis de le demander les années précédentes, vous pouvez encore le demander 3 ans après l'exercice concerné. Les cotisants solidaires peuvent bénéficier du crédit d'impôt: le texte fait référence aux «entreprises agricoles». N'oubliez pas de vérifier que votre activité est bien notifiée à l'Agence Bio car c'est elle qui sert de vérification au centre des impôts. (Consulter l'annuaire de l'Agence Bio).

Il est possible de cumuler les aides conversion et maintien avec le crédit d'impôt sous réserve que le montant résultant de la somme des aides perçues et de ce crédit d'impôt n'excède pas 4 000€/an. Le Crédit d'impôt est une aide «de minimis» (qui sont plafonnées à 15 000€ sur 3 ans glissants.)

Démarche : Cocher la case « crédit d'impôt Bio » dans l'imprimé de déclaration d'impôt supplémentaire et remplir l'imprimé crédit d'impôt Bio. L'imprimé est disponible auprès de votre centre des impôts et sur le site du Ministère de l'économie (imprimé N° 2079-BIO-SD ou cerfa N° 12657*07).

LEXIQUE DES ABRÉVIATIONS

Abréviations	Désignation
AB	Agriculture Biologique
ABA	Aide aux Bovins Allaitants
ABL	Aide aux Bovins Laitiers
DPB	Droit à Paiement de Base
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
FNAB	Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique
GMQ	Gain Moyen Quotidien
GMS	Grandes et Moyennes Surfaces
Ha	Hectare
ICHN	Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels
MAEC	Mesures Agro-Environnementales et Climatiques
MAET	Mesures Agro-Environnementales Territorialisées
PAC	Politique Agricole Commune
PPAM	Plantes à Parfum Aromatiques et Médicinales
SAB-C	Soutien à l'Agriculture Biologique Conversion
SAB-M	Soutien à l'Agriculture Biologique Maintien
SAU	Surface Agricole Utile
SEDARB	Service d'Eco-Développement Agrobiologique et Rural de Bourgogne
SF	Surface Fourragère
SFP	Surface Fourragère Principale
Principale STH	Surface Toujours en Herbe
UGB	Unité Gros Bétail
TL	Terres Labourables
UTAF	Unité de Travail Agricole Familial
UTH	Unité de Travail Humain
VL	Vache Laitière